

TENDANCES CHANGEANTES : L'APD, LA SÉCURITÉ DANS LE MONDE ET LES OMDⁱ

Arnold Padilla, IBON
et

Brian Tomlinson, Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)

IMPORTANTE AUGMENTATION GRADUELLE DE L'AIDE

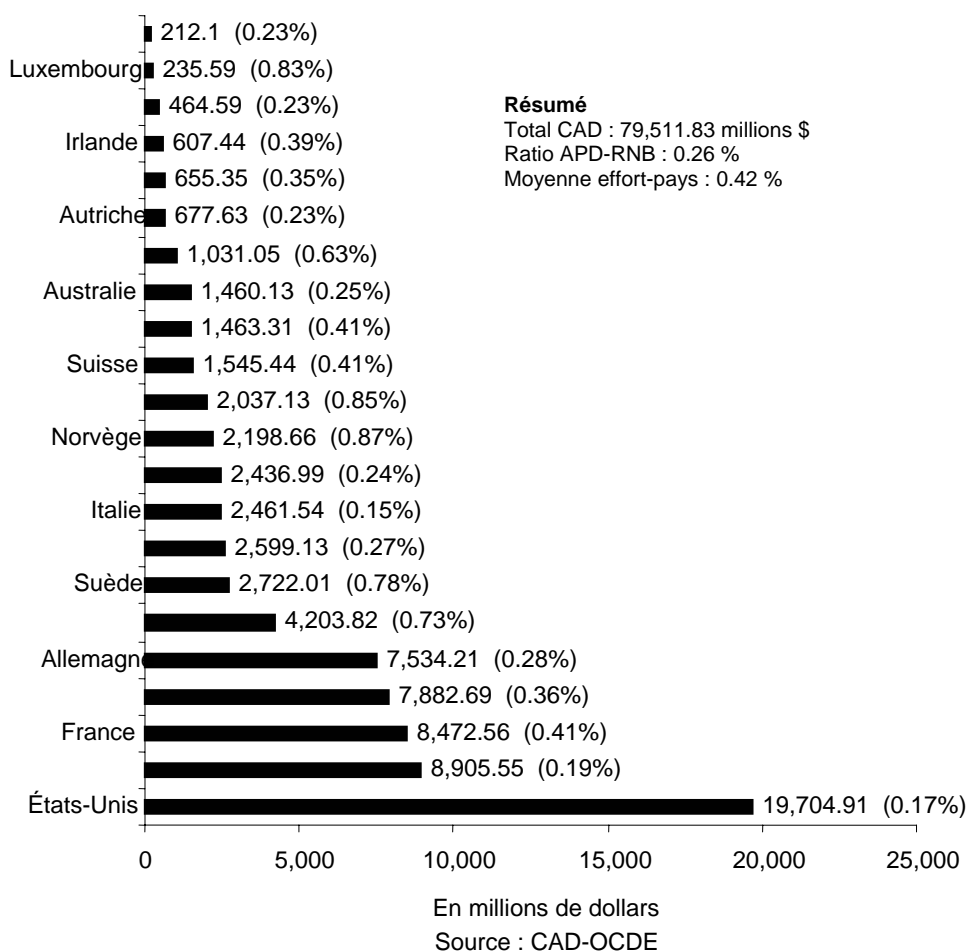
Entraîné par une augmentation considérable de l'aide accordée par les États-Unis, le montant net de l'Aide publique au développement (APD) du Comité d'aide au développement (CAD) s'est accru en 2004 pour atteindre un sommet sans précédent de 79,5 milliards de dollars. Comparativement à celui de 2003, ce montant représente une augmentation réelle (c.-à-d. en tenant compte à la fois de l'inflation et des fluctuations du taux de change) de 5,9 p. 100, ou une modeste augmentation d'une année à l'autre de 4,1 milliards de dollars.

Le montant de 2004 a suivi la tendance ascendante que connaît l'APD du CAD depuis la fin des années 1990, qui s'était toutefois considérablement accélérée après les attaques du 11 septembre contre les États-Unis (É.-U.). L'aide au développement entre 2001 et 2004 un ajout appréciable de plus de 20 milliards de dollars de nouvelles ressources dans le contexte a connu de la « guerre contre le terrorisme » menée par les É.-U.

Comme c'était le cas au cours des dernières années, comparativement à d'autres pays donateurs, les É.-U. ont déboursé le plus gros montant pour l'aide en 2004, soit 19,7 milliards de dollars – une augmentation de 18,3 p. 100 par rapport à 2003. Toutefois, le rendement général de l'APD des É.-U. a peu changé. Mesurée relativement à sa capacité de donner d'après la richesse de son économie, l'APD des É.-U. ne représentait que 0,17 p. 100 seulement de son revenu national brut (RNB), rivalisant avec l'Italie pour le dernier rang parmi les 22 pays donateurs (voir le **graphique 1**).

ⁱ Ce chapitre est fondé sur des chiffres disponibles auprès du DAC-OCDE pour les années allant jusqu'à 2004. Les chiffres préliminaires pour 2005 diffusés en avril 2006 font l'objet d'une courte analyse dans un addenda à ce chapitre.

Graphique 1
Décaissements nets de l'APD et pourcentage du RNB, par donateur, en, 2004



Résumé
 Total CAD : 79,511.83 millions \$
 Ratio APD-RNB : 0.26 %
 Moyenne effort-pays : 0.42 %

Évidemment, même avant les attaques à New York et Washington, la communauté internationale, sous l'impulsion des Nations unies (ONU), avait déjà pris des engagements importants visant à accroître l'aide destinée à réduire la pauvreté dans le Sud. La Déclaration du Millénaire adoptée par l'ONU une année avant le 11 septembre, par exemple, demandait à tous les pays de ne ménager « aucun effort pour délivrer nos semblables – hommes, femmes et enfants – de la misère, phénomène abject et déshumanisant ». En septembre 2005, le Sommet mondial extraordinaire des Nations unies visant à étudier les progrès réalisés dans le cadre de la Déclaration du Millénaire a réitéré l'objectif fixé depuis longtemps pour les pays riches, c'est-à-dire affecter 0,7 p. 100 de leur RNB à l'APDⁱⁱ.

ⁱⁱ Cette cible a été fixée par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations unies pour le développement, approuvée le 24 octobre 1970. On trouvera le texte de la résolution à <http://daccessdds.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NR0/786/83/IMG/NR078683.pdf?OpenElement>.

Les donateurs du CAD ont contribué 0,26 p. 100 seulement de leur RNB à l'APD en 2004, soit un peu plus que le taux de 0,25 p. 100 de 2003. Le rendement de 2004 des donateurs du G7 – les sept pays les plus riches du monde – était encore pire, soit 0,22 p. 100 de leur RNB combiné. Entre-temps, l'effort moyen par paysⁱⁱⁱ chez tous les donateurs du CAD se situait à 0,42 p. 100, soit un peu plus que le taux de 0,41 p. 100 de 2003. Soulignons que l'effort moyen par pays donateur est demeuré soutenu dans une large mesure chez cinq donateurs européens qui ont, de façon constante, atteint ou dépassé la cible des Nations unies^{iv}.

En décembre 2005, l'Assemblée générale des Nations Unies a accepté que les engagements pris dans le cadre du Consensus de Monterrey de 2002 sur le financement du développement soient réévalués en 2008. Le Consensus de Monterrey a non seulement donné lieu à de nouveaux engagements en matière d'aide chez plusieurs donateurs (l'Union européenne, les É.-U. et le Canada), mais a aussi engagé les États membres des Nations Unies à poursuivre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)^v. Ces objectifs visent à mettre davantage l'accent sur la pauvreté dans l'APD, en s'efforçant de réduire de moitié la proportion des personnes qui vivent dans la pauvreté absolue et souffrent de la faim, de même qu'à atteindre plusieurs objectifs de développement social d'ici à 2015.

Depuis le Consensus de Monterrey, un certain nombre de donateurs ont établi un calendrier pour atteindre la cible de 0,7 p. 100 des engagements qu'ils auraient dû prendre depuis longtemps. En mai 2005, le Conseil européen a adopté une nouvelle cible collective pour l'UE, soit un ratio APD-RNB de 0,56 p. 100 d'ici à 2010, ce qui ajouterait 20 milliards d'euros supplémentaires par année en APD¹. Au Sommet du G8 à Gleneagles, le 8 juillet 2005, les donateurs ont aussi accepté d'augmenter l'aide aux pays en développement, qui, selon les calculs de l'OCED, atteindrait à peu près 50 milliards de dollars par année d'ici à 2010². En septembre 2005, cinq donateurs ont déclaré leur intention d'atteindre 0,7 p. 100 avant 2015, alors que cinq donateurs européens prévoient atteindre 10,5 p. 100 d'ici à 2010. Acceptant ces engagements au pied de la lettre, le CAD prévoyait que le ratio général APD-RNB du CAD atteindrait 0,36 p. 100 en 2010, et qu'il dépasserait enfin les ratios atteints au cours des années 1980³ (voir le **Tableau 1** et le **Graphique 2**).

ⁱⁱⁱ L'effort moyen par pays se rapporte à la moyenne du ratio APD-RNB des 22 donateurs du CAD de l'OCDE. Cela est différent du ratio de l'APD combinée par rapport au RNB combiné des donateurs du CAD. Ainsi, en 2004, l'effort moyen par pays des donateurs du CAD était de 0,42 p. 100 alors que leur ratio combiné APD-RNB était de 0,26 p. 100.

^{iv} Les cinq donateurs sont : le Danemark (0,85 p. 100), le Luxembourg (0,83 p. 100), les Pays-Bas (0,73 p. 100), la Norvège (0,87 p. 100) et la Suède (0,78 p. 100).

^v Les OMD sont : 1) Réduire l'extrême pauvreté et la faim ; 2) Assurer l'éducation primaire pour tous ; 3) Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes ; 4) Réduire la mortalité infantile ; 5) Améliorer la santé maternelle ; 6) Combattre le VIH-sida, le paludisme et d'autres maladies ; 7) Assurer un environnement durable ; 8) Mettre en place un partenariat mondial pour le développement. On trouvera davantage de renseignements sur les OMD à <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>.

Tableau 1
Simulation du CAD de l'APD en 2010, basée sur les récents engagements des donateurs

Au 14 novembre 2005

Donateurs	Réel 2004 Ratio RNB	Engagement en pourcentage	Estimation de l'APD nette en 2010 (millions \$)	Estimation pour 2010 Ratio RNB
Au-delà de 0,7 p. 100				
Norvège	0,87 %	1 % de 2006 à 2009	2 876	1,00 %
Danemark	0,85 %	minimum 0,8 %	2 185	0,80 %
Luxembourg	0,83 %	1 % en 2009	328	1,00 %
Suède	0,78 %	1 % en 2006	4 025	1,00 %
Pays-Bas	0,73 %	minimum 0,8 % 2004-2007 /a	5 070	0,80 %
Cible de 0,7 p. 100				
Belgique	0,41%	0,7 % en 2010	2 807	0,70 %
France	0,41 %	0,7 % en 2012	14 110	0,61 %
Irlande	0,39 %	0,7 % en 2012	1 121	0,60 %
Royaume-Uni	0,36 %	0,7 % en 2013	14 600	0,59 %
Finlande	0,35 %	0,7 % en 2010	1 475	0,70 %
Espagne	0,24 %	0,7% en 2012	6 925	0,59 %
Cible de 0,51 p. 100				
Portugal	0,63 %	0,51 % en 2010 /b	933	0,51 %
Allemagne	0,28 %	0,51 % en 2010	15 509	0,51 %
Autriche	0,23 %	0,51% en 2010	1 673	0,51 %
Grèce	0,23 %	0,51 % en 2010	1 196	0,51 %
Italie	0,15 %	0,51 % en 2010	9 262	0,51 %
Autres cibles				
Australie	0,25 %	0,36 % en 2010	2 460	0,36 %
Nouvelle-Zélande	0,23 %	0,28 % en 2007-2008	289	0,28 %
Aucune cible spécifique				
Canada	0,27 %	/c	3 648	0,33 %
Japon	0,19 %	/d	11 906	0,22 %
États-Unis	0,17 %	/e	24 000	0,18 %
Suisse	0,41 %	/f	1 728	0,41 %
Total CAD	0,26 %		128 128	0,36 %

Remarques :

/a L'APD des Pays-Bas en 2004 était en deçà de sa cible de 0,8 p. 100 en raison du remboursement par l'Inde de tous ses prêts d'aide dûs aux Pays-Bas.

/b L'APD du Portugal en 2004 était supérieure à la tendance en raison d'une opération exceptionnelle de remise de dette à l'Angola.

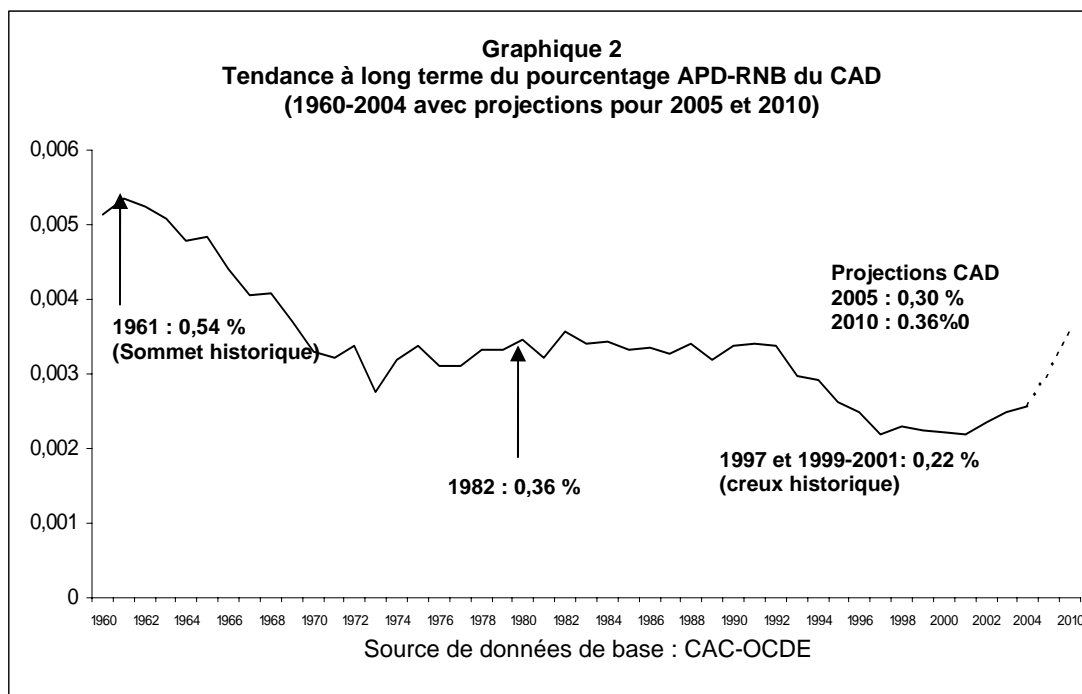
/c Le Canada a l'intention de doubler la valeur nominale de son enveloppe de l'aide internationale de 2001 (EAI) d'ici à 2010.

/d Au cours des cinq prochaines années (2005 - 2009), le Japon a l'intention d'augmenter son volume d'APD de 10 milliards de dollars.

/e Le CAD évalue à 5 milliards de dollars l'augmentation annuelle de l'APD à compter de 2005, en se basant sur les engagements pris par le G8 à Gleneagles.

/f L'APD de la Suisse va augmenter de 8 p. 100 en termes nominaux de 2005 à 2008.

Source : Tiré de *Simulation du Secrétariat du CAD-OCDE concernant les perspectives d'évolution de l'APD nette en 2006 et 2010*⁴



Bien que le secrétariat du CAD ait pris note de ces promesses impressionnantes, il a lui-même recommandé la prudence aux donateurs quant à leur volonté d'atteindre leurs propres cibles. Comme l'a souligné l'OCDE, la « flambée de l'aide » projetée en 2005-2006 est due principalement à l'allègement de la dette de l'Iraq et du Nigeria, et à l'aide d'urgence aux pays touchés par le tsunami dans l'océan Indien en décembre 2004. D'ici 2007, lorsque les arrangements exceptionnelles d'allègement de la dette seront terminés, les donateurs devront augmenter les autres formes d'aide d'à peu près 10 p. 100 par année, ou doubler le taux des augmentations annuelles récentes, pour respecter les engagements qu'ils ont pris en 2005⁵. Et si les augmentations de l'aide sont bien accueillies, un examen plus approfondi ne permet pas moins de constater des tendances alarmantes dans les flux d'aide à l'étranger après le 11 septembre.

La croissance de l'aide ne parvient pas à combler l'écart

La communauté internationale a fixé dans les OMD des cibles modestes, atteindre d'ici à 2015, telles que mesurées par rapport au rendement de 1990. Les OMD sont des jalons importants, qui doivent permettre de suivre les progrès réalisés par rapport aux engagements de la communauté internationale en matière de droits économiques, sociaux et culturels. Au cours de la période qui a précédé le Sommet mondial des Nations unies de septembre 2005, le Projet du Millénaire des Nations unies avait estimé à 46,6 milliards de dollars pour 2006 le besoin de financement additionnel pour atteindre les OMD, montant qui devrait s'élever à 73,5 milliards d'ici à 2015⁶.

Les organismes des Nations unies comme les organisations de la société civile (OSC) ont lancé des appels ambitieux en matière de financement mondial, auxquels les engagements actuels ne permettront sûrement pas de répondre. L'Objectif du Millénaire 8 demande aux donateurs de s'engager à contribuer « une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté ». À l'instar des autres OMD, lorsque comparée aux points de référence de 1990, l'aide décroissante dans les années 1990 a créé un important déficit de financement que les augmentations récentes n'ont pas encore réussi à combler.

Le déclin de l'aide au cours des années 1990, en raison des réductions draconiennes qu'ont connues les budgets de l'aide des pays du G7, a donné lieu à des pertes cumulatives de l'aide aux pays bénéficiaires qui atteignaient, en chiffres absolus, plus de 40 milliards de dollars en 1999 (dollars constants de 2003). Entre 2000 et 2004, les augmentations de l'aide ont généré de façon cumulative 42 milliards de dollars de nouvelles ressources (sans compter 1999), annulant ainsi les pertes des années 1990^{vi}. En réalité, au cours des 15 dernières années, les nouvelles ressources d'aide n'ont pas dépassé le niveau atteint en 1990, l'année de référence choisie pour évaluer la réalisation des OMD.

Dans le cas des donateurs individuels, les bénéficiaires ont enregistré huit pertes nettes au cours des années 1990 comparativement au niveau de l'aide en 1990 (c.-à-d. en présumant qu'il soit demeuré le même pendant la décennie). Les États-Unis ont enregistré d'importantes réductions dans les années 1990, entraînant une perte de 35 milliards de dollars pour les bénéficiaires au cours de cette période, alors que les augmentations depuis 2000 ont engendré des nouvelles ressources d'aide de 22 milliards de dollars. Le Japon, par contre, a contribué jusqu'en 2004 9 milliards de dollars de moins qu'il ne l'aurait fait si son niveau de 1990 s'était maintenu jusqu'en 2004.

L'écart de financement a-t-il été réduit par l'attention renouvelée sur les cibles d'aide et les calendriers, et sur les engagements pris en 2005 pour atteindre la cible de 0,7 p. 100 ? Dans plusieurs pays, les OSC ont accueilli ces « engagements » avec beaucoup de scepticisme. Même le CAD a dit que l'engagement de rehausser l'APD signifiait que « l'aide sera peut-être l'élément de la dépense publique qui augmentera le plus rapidement d'une année à l'autre. Étant donné les pressions sur le budget public dans beaucoup de pays de l'OCDE, le respect des engagements d'augmentation de l'aide constituera un défi important^{vii}. » On s'attend que la pression s'intensifiera à compter de 2007, année où, comme nous l'avons mentionné, prendront fin les importantes activités d'allégement de la dette qui gonflent les chiffres de l'APD.

L'Irlande a déjà abandonné son engagement à atteindre 0,7 p. 100 2007, repoussant sa date cible à 2012. Le Japon, entre-temps, a effectivement renoncé à son engagement pris à la rencontre du G8 à Gleneagles d'ajouter 10 milliards de dollars pour venir en aide à l'Afrique d'ici 2010^{viii}.

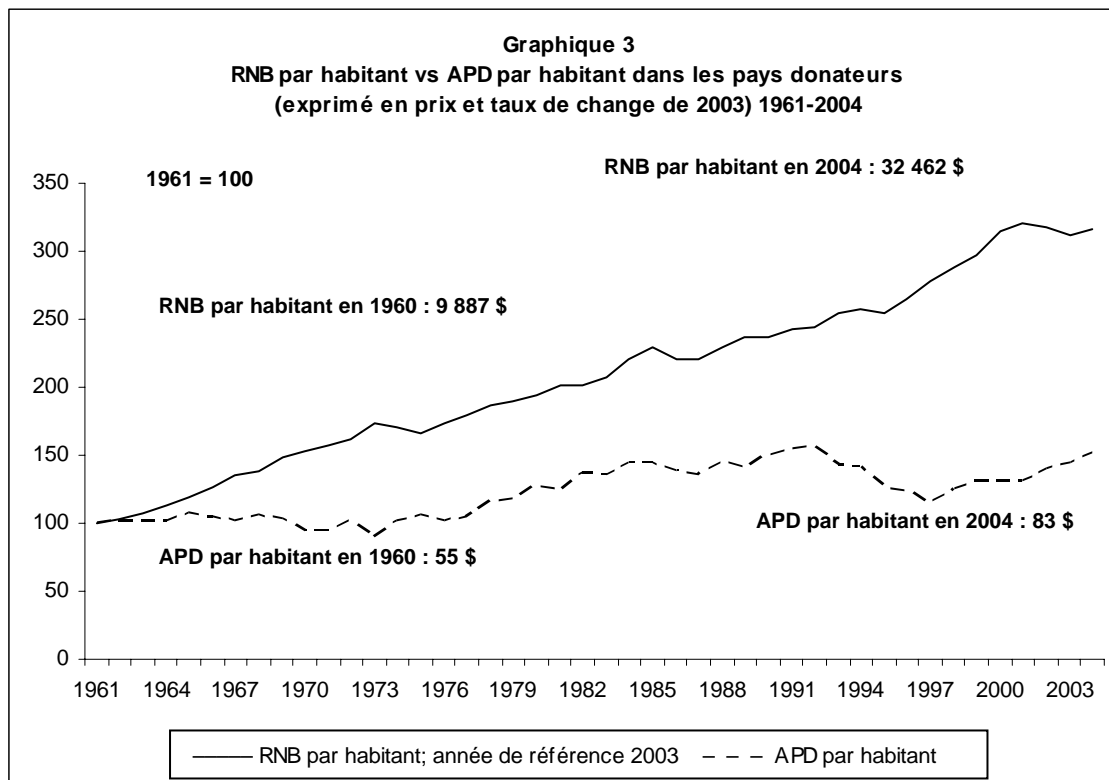
Sur une note plus optimiste, la France, de concert avec de l'Espagne, le Brésil et le Chili, a ouvert la voie à l'élaboration de mécanismes innovateurs pour financer le développement. La France devrait imposer cette année (2006) une nouvelle surtaxe sur les billets d'avion commerciaux; le gouvernement de la Norvège envisage aussi d'appuyer une telle surtaxe. En 2005, un certain nombre de donateurs, sous l'impulsion du R.-U., ont lancé un Mécanisme de financement international pour soutenir l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI)^{viii}. Bien que ces mécanismes de financement innovateurs soient accueillis favorablement bienvenus, le défi reste de garantir la réalisation concrète des engagements à accroître l'aide et à atteindre la cible de 0,7 p. 100, et à faire en sorte que les ressources additionnelles provenant des nouveaux mécanismes de financement soient utilisées de manière optimale pour réduire la pauvreté dans les pays les plus pauvres.

^{vi} Les « nouvelles ressources d'aide » sont la différence cumulative nette de l'aide pour chaque année par rapport à une année de référence. Par exemple, les nouvelles ressources depuis 2000 sont calculées en comparant l'aide (en dollars de 2003) pour chaque année (c.-à-d. 2001, 2002, 2003 et 2004) au montant octroyé par ce donateur en 2000. Dans certains cas, il y a eu des augmentations nettes de l'aide, tandis que d'autres donateurs ont obtenu un résultat négatif. Les derniers sont soustraits des premiers, ce qui donne les nouvelles ressources d'aide nettes pour ces quatre années.

^{vii} Selon le *Economic and Financial Affairs* du Japon, édition 2 août 2005, « le résultat final [d'une dispute entre les ministères des Affaires étrangères et des Finances] a été que les 10 milliards \$US supplémentaires ne seraient pas un montant additionnel d'APD, mais serviraient plutôt à faire face à l'annulation de la dette de l'Iraq et au rééchelonnement du service de la dette en raison du tsunami qui a touché des pays tels que l'Indonésie et le Sri Lanka. Quant à l'APD en Afrique, le Japon augmentera de 1,6 milliard sa contribution pour les trois prochaines années. Toutefois, ce montant serait soustrait des subventions d'aide accordées à d'autres régions. » Voir http://www.choike.org/nuevo_eng/informes/3208.html (en anglais seulement).

^{viii} La GAVI est un partenariat public-privé qui réunit des gouvernements de pays riches et de pays pauvres, des fabricants de vaccins, des ONG, des instituts de recherche, l'UNICEF, l'OMS, la Bill and Melinda Gates Foundation et la Banque mondiale. Par l'entremise du Fonds pour les vaccins, GAVI octroie des ressources financières destinées à l'achat de vaccins et de fournitures, et à soutenir les coûts opérationnels de l'immunisation. *Pour plus de détails, veuillez consulter le site web de la GAVI à http://www.vaccinealliance.org/General_Information/About_alliance/index.php* (en anglais seulement).

Les donateurs n'ont pas réussi non plus à combler leur « manque de générosité » qui, selon les rapports de Reality of Aid, s'est accru depuis le milieu des années 1990. L'APD par habitant dans les pays donateurs a augmenté de 50 p. 100, passant de 55 \$ en 1961 à 83 \$ en 2004. Or, la richesse par habitant (RNB) dans ces pays s'est accrue d'environ 230 p. 100, passant de 9 887 \$ à 32 462 \$ au cours de la même période (voir le **graphique 3**).



La plupart des pays donateurs qui n'ont pas jusqu'ici progressé vers la cible de 0,7 p. 100 on les moyens de le faire. La mobilisation qu'ont réussi à engendrer les campagnes de l'Action mondiale contre la pauvreté, en 2005, dans plusieurs pays donateurs, de même que la générosité soulevée par la catastrophe du tsunami de décembre 2004, ont fait la preuve que les citoyens sont bien davantage prêts à répondre généreusement que leurs propres gouvernements.

Les nouvelles ressources d'aide ne sont pas optimisées pour réduire la pauvreté

Selon le Rapport mondial sur le développement humain de 2005, bien que l'aide internationale soit l'une des armes les plus puissantes contre la pauvreté, elle a été sous-utilisée et mal ciblée. « Il y a trop peu d'aide et une grande partie de celle qui est fournie est modérément liée au développement humain », dit le rapport⁸.

Depuis le Sommet du Millénaire, en 2000, les donateurs ont affecté de nouvelles ressources d'aide qui s'élèvent à 27 milliards de dollars. Mais malgré l'engagement à « ne ménager aucun effort pour réduire la pauvreté », seulement une partie de ces hausses a été disponible pour poursuivre les buts de réduction de la pauvreté. Cela est dû en partie au fait que les donateurs ont octroyé des massives ressources d'aide à deux pays – l'Afghanistan et l'Iraq, qui ont drainé 37 p. 100 des nouvelles ressources d'aide de 2000 à 2004⁹.

De plus, les donateurs ont profité des critères du CAD d'admissibilité en ce qui concerne de l'APD pour gonfler leur ratio de l'aide, ne dégageant aucun bénéfice réel aux partenaires des pays en développement. Comme le soulignait le Rapport mondial sur le développement humain 2005, tout l'argent qui compte pour de l'aide ne se traduit pas par des transferts de ressources. Cela a des répercussions désastreuses sur l'effort financier de combler les écarts afin de réaliser les OMD, puisque pour combler l'écart, il faut que de l'argent soit réellement déboursé et utilisé. Le rapport mettait en évidence les cas d'allègement de la dette, de coopération technique et d'aide d'urgence qui, ensemble, ont accaparé 90 p. 100 l'augmentation de 11,3 milliards de dollars de l'aide bilatérale entre 2000 et 2004.

Les modalités de présentation de rapports de l'OCDE permettent aux donateurs de rapporter à titre d'aide le total de ce que représente la réduction de la dette dans l'année de signature de l'entente, augmentant ainsi la valeur réelle de l'allègement de la dette puisque les économies financières réelles pour le pays bénéficiaire prennent la forme d'une réduction du service de la dette. En outre, dans les cas où les dettes ne sont pas complètement amorties, l'allègement de la dette devient en partie une opération comptable. La coopération technique, entre-temps, utilise surtout les services d'experts des pays donateurs, ce qui pourrait détourner les flux de ressources des secteurs prioritaires pour le financement des OMD. L'aide d'urgence est une réponse à des besoins de financement indépendants des prévisions rattachées aux OMD¹⁰.

De plus, il est aussi permis aux donateurs de considérer comme de l'APD le soutien aux réfugiés durant leur première année dans un pays donateur, et d'attribuer une valeur à l'éducation offerte aux étudiants de pays en développement qui poursuivent leurs études dans les pays donateurs.

Selon les calculs de Reality of Aid, en raison de la déduction de l'aide à l'Afghanistan et à l'Iraq, de l'annulation de la dette^{ix} et du soutien aux réfugiés dans les pays donateurs de nouvelles ressources d'aide, seulement 25 p. 100 ou 6,9 milliards des 27 milliards de dollars de nouvelles ressources d'aide de 2000 à 2004 ont été disponibles pour les programmes de réduction de la pauvreté ou pour les OMD (voir le **Tableau 2**).

Tableau 2 Attribution de nouvelles ressources d'aide par les donateurs, 2000-2004	
Indicateur	Milliards de \$
Nouvelles ressources d'aide nettes	27,0
Moins :	
Nouvelle aide à l'Afghanistan et à l'Iraq	10,0
Annulation supplémentaire de la dette (déduction faite du service moyen)	9,6
Soutien supplémentaire aux réfugiés dans les pays donateurs	0,5
Nouvelles ressources pour utilisation possible par les programmes de réduction de la pauvreté-OMD sur quatre ans	6,9

Source : Calculs de Reality of Aid à partir des données sur l'aide (en dollars constants de 2003) tirées de la Revue de l'OCDE – Coopération pour le développement – Rapport 2005 et de CAD en ligne.

Après révision liée à l'inflation et les aux taux de change, pour chaque année, l'aide est comparée à celle de l'année 2000.

De façon semblable, les déductions sont comparées aux montants fournis dans l'année 2000. L'annulation de la dette ne comprend pas une moyenne estimée de 7,3 p. 100 de bénéfices annuels tirés de la dette annulée.

^{ix} De 2001 à 2003, le service de la dette des pays à faible revenu était en moyenne de 7,3 p. 100 du total de leur dette non remboursée pendant ces années (Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2005, Volume 2, édition électronique). Reality of Aid présume que cette proportion est une approximation des bénéfices réalisés par l'annulation de la dette par les donateurs au cours de n'importe quelle année.

Aide à l'Afghanistan et à l'Iraq

Les guerres en Afghanistan et en Iraq ont eu des répercussions marquantes sur la répartition des augmentations de l'aide depuis 2001. Celles du R.-U et des États-Unis seulement ont affiché près de 22 milliards de dollars de nouvelles ressources d'aide depuis 2001. Mais ces deux pays ont déboursé plus de 7 milliards, ou le tiers de ces hausses, seulement pour l'Afghanistan et l'Iraq au cours de cette période¹¹.

Depuis 2001, les décaissements pour l'Afghanistan et l'Iraq de la part de tous les donateurs ont absorbé 10 milliards de dollars des 27 milliards de nouvelles ressources d'aide résultant de toutes les hausses accordées par tous les donateurs. Au cours de cette période, ces derniers ont promis 9,3 milliards de dollars aux deux pays, mais au moment d'écrire ces lignes, ils n'avaient pas été déboursés les fonds¹².

Détruire et reconstruire

Une grande partie de l'aide des États-Unis à l'Afghanistan en 2004 est allée à la reconstruction des routes, des écoles, des réseaux d'aqueduc et d'alimentation en électricité, des établissements de santé, des édifices gouvernementaux, dont la plupart, ironiquement, ont été détruits par des bombes états-uniennes lorsque l'administration Bush a déclaré la guerre au gouvernement taliban, en octobre 2001.

En 2004, les États-Unis ont dépensé 720 millions de dollars pour de l'aide non liée à la sécurité en Afghanistan, dont 75 p. 100 (538 millions) ont été affectés à la reconstruction alors que le reste est allé à des projets humanitaires et à impact rapide¹³.

Pendant ce temps, la reconstruction de l'Iraq est considérée comme la plus importante campagne d'aide des États-Unis depuis le plan Marshall de l'après Deuxième Guerre mondiale. Entre avril 2003 et mars 2004, les États-Unis ont distribué pour 3,3 milliards de dollars d'aide en Iraq, dont une grande partie est allée à la reconstruction d'écoles, de réseaux d'aqueduc et d'alimentation en électricité, d'établissements de santé et des ports, endommagés au cours de l'invasion par les États-Unis¹⁴.

Annulation de la dette

Les calculs de Reality of Aid montrent que l'annulation de la dette, dont tiennent compte les donateurs à leur pleine valeur à titre d'APD, ont compté pour 9,6 milliards de dollars sur les 27 milliards de nouvelles ressources d'aide entre 2000 et 2004¹⁵. En fait, certains des donateurs qui affichaient des augmentations considérables de l'aide en 2004, tels comptait le Japon, le Portugal, l'Autriche et le R.-U., ont aussi rapporté qu'une bonne partie de l'annulation de la dette comptait dans le calcul de ces augmentations¹⁶.

En novembre 2004, le Club de Paris^x annonçait qu'il réduirait d'autant que 80 p. 100 la dette de près de 40 milliards de dollars que lui devait l'Iraq. À elle seule, l'administration Bush a annulé 100 p. 100 de la dette de l'Iraq à l'égard des États-Unis, qui s'élevait à 4,1 milliards de dollars. La première tranche de cette annulation accroîtra de façon artificielle et considérable les chiffres de l'APD du CAD en 2005-2006, qui grimpent jusqu'à 16 milliards de dollars, gonflant l'aide du CAD de plus de 20 p. 100. Pour chaque pays, l'impact sera remarquable – aux États-Unis (21 p. 100), au

^x Le Club de Paris est un groupe informel de responsables des finances des 19 des pays les plus riches dans le monde, qui offre des services financiers tels que la restructuration de la dette, l'allégement de la dette et l'annulation de la dette aux pays et à leurs créanciers. L'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, la Russie, l'Espagne, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis sont au nombre de ses membres.

Japon (45 p. 100), en Allemagne (29 p. 100), au R.-U. (13 p. 100), en Italie (66 p. 100) et en France (11 p. 100), selon l'ONG française Coordination Sud. Déjà, en 2005, l'annulation de la dette représentait plus de 40 p. 100 de l'APD de la France¹⁷.

À la suite du Sommet du G8 à Gleneagles, certains progrès limités relatifs à l'annulation de la dette des pays les plus pauvres quoique limités, ont été bien accueillis. Le gain le plus important a peut-être été le fait de reconnaître que les pays les plus pauvres avaient besoin d'une annulation de 100 p. 100 de leur dette. Malheureusement, cette reconnaissance était assortie de nombreuses conditions. En septembre 2005, les organes directeurs de la Banque mondiale et du FMI ont approuvé une série de mesures d'annulation de la dette pour 18 pays en développement désignés, qui avaient satisfait aux conditionnalités intensives en tant que PPTTE (pays pauvres très endettés)^{xi} de ces institutions. Cette série de mesures se rapporte à des dettes s'élevant à environ 40 milliards de dollars dans le cas des 18 premiers pays (et si l'on tient compte des 20 autres pays susceptibles d'être admissibles dans l'avenir, ce montant pourrait augmenter), à un coût de plus de 10 milliards de dollars pour les donateurs au cours des 10 prochaines années, dont la totalité est admissible en tant qu'APD.

En octobre 2005, les créanciers du Nigeria ont accepté d'annuler 60 p. 100, ou 18 milliards de dollars, de l'énorme dette du pays. Toutefois, pour bénéficier de ces mesures de remise de dette, le Nigeria devait accepter de payer à ses créanciers, les pays les plus riches du monde, 12,4 milliards de dollars^{xii} en arriérés du service de la dette dans les prochains mois, un montant beaucoup plus élevé que les bénéfices que procurera l'Accord de septembre sur l'annulation de la dette de l'Afrique au cours de la prochaine décennie. Comme le soulignait EURODAD, tout cela dans un pays où plus de 80 millions de personnes vivent avec moins de 1 \$US par jour. L'argent du Nigeria doit plutôt servir à améliorer les services d'éducation, de santé et d'aqueduc pour ses citoyens, et non à subventionner des pays riches¹⁸.

Les donateurs compteront au titre de l'APD des montants considérables correspondant à l'annulation de la dette au cours de plusieurs années à venir. Les OSC demandent depuis longtemps une annulation complète et inconditionnelle de la dette de plus de 50 des pays pauvres les plus endettés, ce qui constituerait le fondement d'une réduction durable de la pauvreté. Les ressources sont disponibles au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale pour éponger une grande part de cette annulation.

Lorsque les donateurs contribuent des fonds bilatéraux pour acquitter la valeur totale de la dette annulée, seule une petite partie de cette dette annulée contribue aux économies annuelles que font les pays endettés par rapport aux versements au titre du service de la dette qu'ils faisaient réellement au moment de l'annulation. Ce dernier montant est l'apport en nouvelles ressources pour les pays en développement, généré par l'annulation de la dette. En l'état actuel des choses, les donateurs seront en mesure de respecter une large part de leurs engagements en matière d'« augmentations » futures de l'aide, mais peu de ces hausses seront réellement théoriques, disponibles pour répondre aux besoins des pauvres. Les OSC demandent depuis longtemps que l'annulation de la dette s'ajoute à l'APD.

^{xi} Le sigle PPTTE désigne le groupe de pays les plus pauvres dans le monde qui font l'objet d'une initiative cherchant à ramener leur dette extérieure à un « niveau soutenable » sous réserve que leur gouvernement atteigne un éventail de cibles économiques et de rendement. L'initiative des PPTTE a été créée par le FMI et la Banque mondiale, en 1996, et est largement critiquée en raison de ses critères rigoureux d'inclusion et ses conditionnalités, incluant d'ambitieuses réformes économiques conformes à certaines orientations néolibérales.

^{xii} Selon le Club de Paris, le montant (12,4 milliards \$) représente la régularisation d'arriérés de 6,3 milliards \$ et un solde de 6,1 milliards. *Pour obtenir plus de détails sur l'annulation de la dette du Nigeria, veuillez consulter le site web du Club de Paris (http://www.clubdeparis.org/en/news/page_detail_news.php?FICHIER=com11297988840). Mais la société civile internationale prétend que le Club de Paris ne peut prétendre de droit légitime à cet argent puisque le Nigeria a déjà remis plus que ce qu'il avait emprunté à l'origine en raison d'une énorme accumulation d'intérêts sous les régimes de l'oppression. *Pour accéder à la déclaration entière, consulter le site web d'EURODAD (<http://www.eurodad.org/articles/default.aspx?id=671>) (en anglais seulement).**

Soutien aux réfugiés dans les pays donateurs

Le soutien que procure le gouvernement du pays donateur aux réfugiés des pays en développement au cours de leur première année de séjour peut aussi compter pour de l'APD. Tous les donateurs ne calculent pas cette dépense dans leur APD, mais en général, ce montant s'est accru chez tous les donateurs du CAD. Les donateurs ont comptabilisé collectivement 1,3 milliard de dollars en 2003 pour le soutien aux réfugiés. Depuis 2001, les attributions de ressources des donateurs à cette fin dans le total de leur APD ont *augmenté* de 0,5 milliard de dollars.

L'avenir des augmentations de l'aide

À l'issue du Sommet du G8 à Gleneagles, en Écosse en juillet 2005, les pays du G-8 ont annoncé une augmentation de l'aide de 50 milliards de dollars d'ici à 2010, et une attention accrue aux besoins de développement urgents en Afrique. Le Sommet des Nations unies de septembre a reconnu ces augmentations de l'aide, et les dirigeants mondiaux ont renouvelé leur engagement à l'égard des OMD, prêtant une attention toute particulière aux droits humains des femmes. Il importe cependant de souligner que malgré des preuves concluantes la cible des OMD relative à l'élimination avant 2005 de l'inégalité entre les sexes dans l'éducation primaire et secondaire n'a pas été atteinte, les donateurs n'ayant pas pris des engagements supplémentaires pour réaliser les OMD. Le Rapport sur la coopération pour le développement 2006 du CAD souligne que l'échec collectif, de tous les pays, on échoué collectivement en ce qui concerne l'atteinte en 2005 de l'égalité entre les sexes.

Nous avons déjà percé le caractère douteux de certains de ces engagements à l'égard de calendriers en vue d'augmenter de l'aide. En continuant de mettre l'accent sur la « guerre contre le terrorisme » de même que sur les importantes annulations de la dette prévues pour l'Iraq et le Nigeria, comme signalées précédemment, il y a un réel danger qu'une part considérable des 50 milliards de dollars d'aide ne parvienne pas à l'Afrique et aux pays les plus pauvres.

Il est probable que les augmentations de l'aide en 2005 illustreront les répercussions des catastrophes naturelles sur l'attribution de l'aide. Le tsunami qui a frappé certaines parties de l'Asie du Sud et du Sud-Est le 26 décembre 2004 a suscité des engagements en matière d'aide bilatérale et multilatérale d'environ 6,9 milliards de dollars¹⁹. Après le tremblement de terre qui a secoué le nord du Pakistan en octobre 2005, 75 donateurs bilatéraux et multilatéraux²⁰ ont fait des promesses d'aide s'élevant à 5,8 milliards de dollars. Mais il reste à voir à quel point ces engagements seront respectés, étant donné la tendance notoire des donateurs à ne pas respecter pleinement leurs engagements^{xiii}.

LA QUALITÉ DE L'AIDE S'AMÉLIORE-T-ELLE?

Les OSC du monde se sont unies en 2005 en vue d'une action mondiale contre la pauvreté, mobilisant des dizaines de millions de citoyens à la fois dans le Nord et dans le Sud pour qu'ils demandent à leurs dirigeants d'agir contre la pauvreté^{xiv}. Ceux-ci répondant à la campagne de mobilisation, lors de la rencontre du G8 en 2005 de même qu'au Sommet mondial des Nations unies, ont montré un intérêt de pure forme, tant pour l'Afrique qu'en ce qui a trait aux progrès nécessaires à la réalisation des OMD, par des engagements qui ne satisfaisaient pas le besoin réel de nouvelles ressources. Depuis 2001 à Rome jusqu'à la Déclaration de Paris en 2005, les

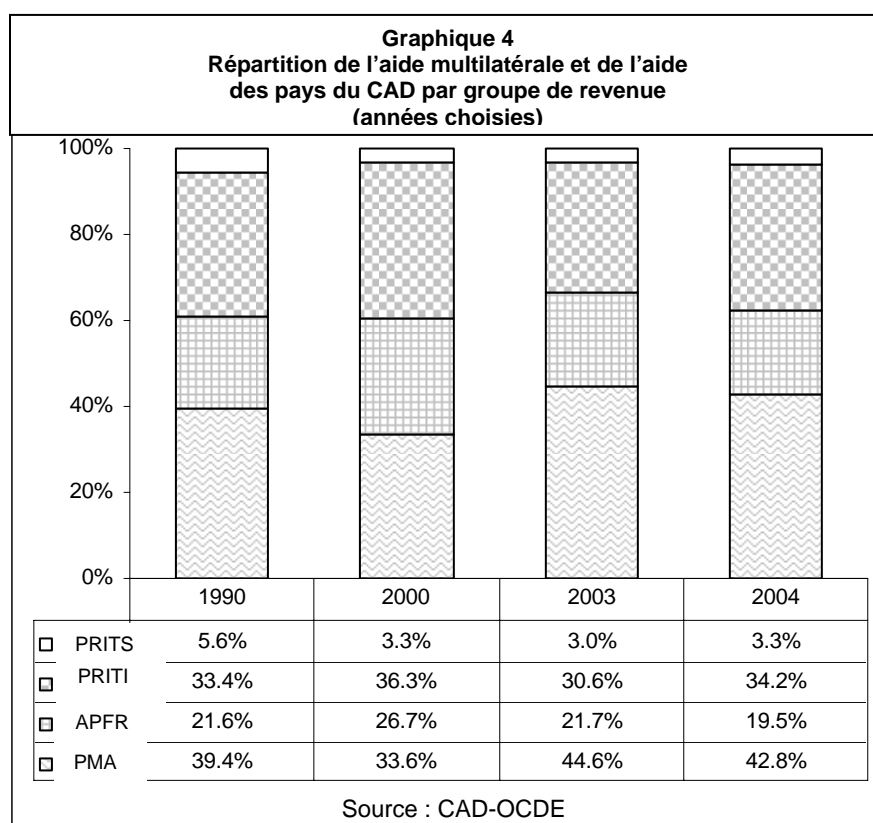
^{xiii} Les donateurs semblent utiliser même l'aide d'urgence pour servir certains intérêts économiques et politiques, et ainsi rendre inefficace de l'effort de secours, comme le soulignait Reality of Aid dans son rapport sur les secours aux pays touchés par le tsunami. Pour un compte-rendu plus détaillé, veuillez consulter *Post-Tsunami Issues and Challenges*, Reality Check, juin 2005, en ligne à http://www.realityofaid.org/rchecknews.php?table=rc_jun05&id=1 (en anglais seulement).

^{xiv} Pour plus de détails, prière de consulter le site <http://www.whiteband.org>.

donateurs, par l'entremise du CAD, ont aussi élaboré un plan pour modifier les pratiques en matière d'aide; et rendre compte conformément à ce plan par des autoévaluations. Dans quelle mesure les donateurs ont-ils progressé quant à ces priorités et une meilleure qualité de l'aide visant à réduire la pauvreté ?

L'attribution de l'aide par région et groupe de revenu favorise de plus en plus les pays pauvres^{xv}

Depuis 2000, l'accent a porté de plus en plus sur l'attribution totale de l'aide du CAD aux pays les moins avancés (PMA). Toutefois, cela résultait surtout du détournement de l'aide destinée à d'autres pays à faible revenu (APFR) en faveur des PMA et, dans l'ensemble, il y a eu peu de changements dans l'attribution de l'aide par groupe de revenu depuis 1990 (voir le **Graphique 4**).



La tendance en matière de distribution régionale de l'aide, a été une attribution accrue pour l'Afrique subsaharienne depuis 2000, qui est passée du faible niveau de 25,2 p. 100 cette année-là à 32,6 p. 100 en 2004, bien qu'il soit resté encore un peu en deçà du niveau régional de 2003 soit 34,2 p. 100. Soulignons qu'en 2004, la part de l'Afrique subsaharienne par rapport à l'ensemble de l'aide accordée par le CAD n'était que légèrement plus élevée qu'elle ne l'était en 1990, l'année de référence pour mesurer les progrès à l'égard des OMD (voir le **Tableau 3**).

^{xv} Les termes PMA (pays les moins avancés) et APFR (autres pays à faible revenu) font référence à des pays dont le RNB par habitant était de moins de 745 \$ en 2001. Les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI) comprennent les pays dont le RNB par habitant se situe entre 745 \$ et 2 975 \$. Les pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS) sont des pays dont le RNB par habitant se situe entre 2 796 \$ et 9 205 \$, tandis que les pays à revenu élevé (PRE) sont des pays dont le RNB par habitant s'élève à plus de 9 206 \$.

Tableau 3
Distribution par région
(APD par pays et multilatérale du CAD)

Région	1990	2000	2003	2004
Afrique – au sud du Sahara	31,0 %	25,2 %	34,2 %	32,6 %
Afrique – au nord du Sahara	12,2 %	4,4 %	3,1 %	3,8 %
Amérique du Nord et centrale	4,9 %	4,4 %	3,6 %	4,3 %
Amérique du Sud	3,6 %	4,7 %	4,6 %	3,9 %
Asie de l'Extrême-Orient	12,0 %	15,3 %	8,8 %	7,5 %
Asie du Sud et du Centre	10,7 %	11,4 %	11,7 %	11,6 %
Moyen-Orient	8,2 %	4,6 %	7,8 %	9,7 %
Europe	2,5 %	7,4 %	5,0 %	4,6 %
Océanie	2,4 %	1,6 %	1,2 %	1,2 %
Pays en développement non spécifiés	12,5 %	21,0 %	20,0 %	20,8 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Source : CAD-OCDE

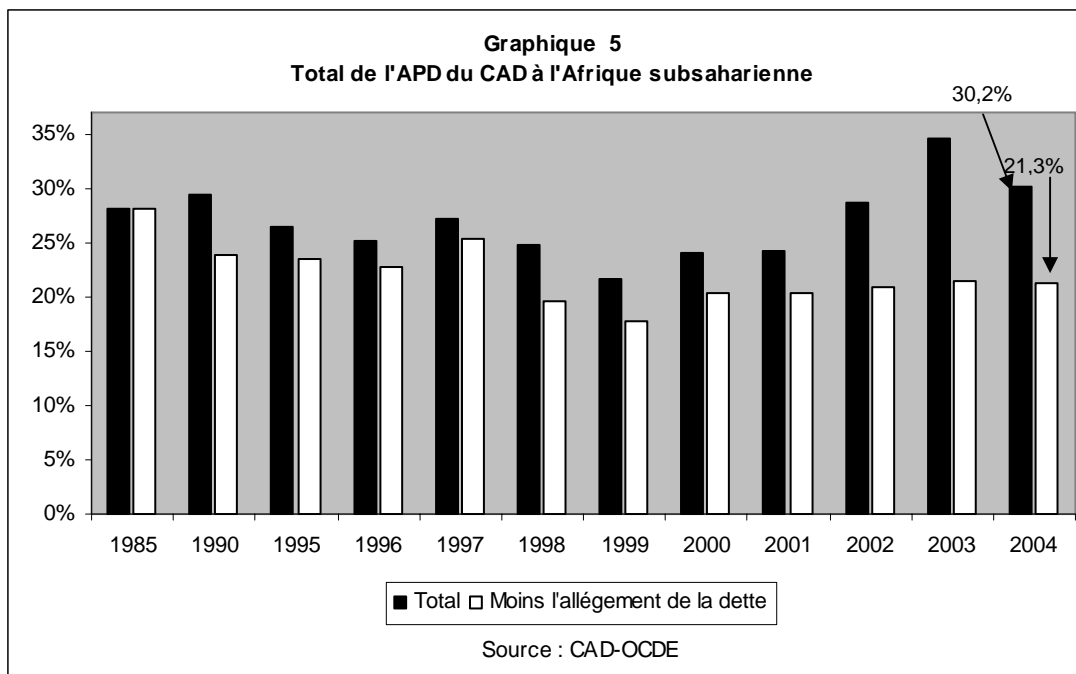
Entre temps, la part accordée par le CAD-OCDE à l'Afrique au nord du Sahara a connu une baisse considérable – passant de 12,2 p. 100 en 1990 à seulement 3,8 p. 100 en 2004. De façon semblable, l'Extrême-Orient a vu sa part du total de l'aide chuter d'un sommet de 15,3 p. 100 en 2000 à 7,5 p. 100 en 2004. Cela était dû surtout à la baisse de l'aide à la Chine ainsi qu'à des augmentations ou des baisses marginales des flux de l'APD vers d'autres pays de la région par rapport à d'autres régions (puisque l'aide a augmenté). L'aide à l'Asie du Sud et du Centre, par ailleurs, est demeurée constante malgré d'importantes augmentations de l'aide à l'Afghanistan et au Pakistan en raison de la « guerre contre le terrorisme ». De telles augmentations ont été annulées surtout par l'aide décroissante attribuée à l'Inde et par la croissance zéro de l'aide à d'autres pays de la région.

Gros plan sur l'aide à l'Afrique

La pauvreté absolue continue de croître en Afrique subsaharienne où les conflits ont tué des millions de personnes au cours de la dernière décennie, et où les capacités des gouvernements souvent non démocratiques ont été encore plus affaiblies par des décennies de programmes d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale, le FMI et les principaux donateurs.

Comme le montre le Tableau 2, l'aide totale du CAD à la région a considérablement chuté au cours des années 1990, lorsque les donateurs du G7 ont réduit leurs budgets d'aide radicalement, et n'a commencé à s'en remettre qu'en 2000. Le **Graphique 5** examine attentivement l'aide du DAC attribuée par pays^{xvi} (excluant l'aide multilatérale) à l'Afrique subsaharienne. Il démontre des tendances similaires mais si l'on exclut l'annulation de la dette, on aperçoit une image beaucoup plus alarmante. Seulement 21 p. 100 de l'aide par pays du CAD en 2004 a été allouée à l'Afrique subsaharienne, ce qui est bien en deçà du niveau de 24 p. 100 atteint en 1990, et tout juste au-dessus du niveau le plus bas de 1999, soit 18 p. 100.

^{xvi} Les chiffres sur l'« aide attribuée par pays » sont tirés de la base de données statistique en ligne du CAD. Ils sont inférieurs à ceux de l'aide bilatérale puisqu'une partie de l'aide bilatérale est attribuée à des programmes régionaux et non affectée par pays.



Si l'on considère 1999 comme l'année où le niveau récent le plus bas de l'aide à l'Afrique a été le plus faible, depuis lors (jusqu'en 2004), les donateurs du CAD ont rendu disponible 20,4 milliards de dollars une nouvelle aide affectée par le CAD par pays pour l'Afrique. Mais là encore, l'annulation de la dette a représenté une part très considérable de cette somme. Au cours de cette période, environ 9,7 milliards de dollars, ou près de la moitié de ces nouvelles ressources du CAD, ont constitué la valeur nominale totale enregistrée des annulations de dettes, dont la valeur nette estimée pour les pays bénéficiaires s'élevait à moins de 1 milliard de dollars.

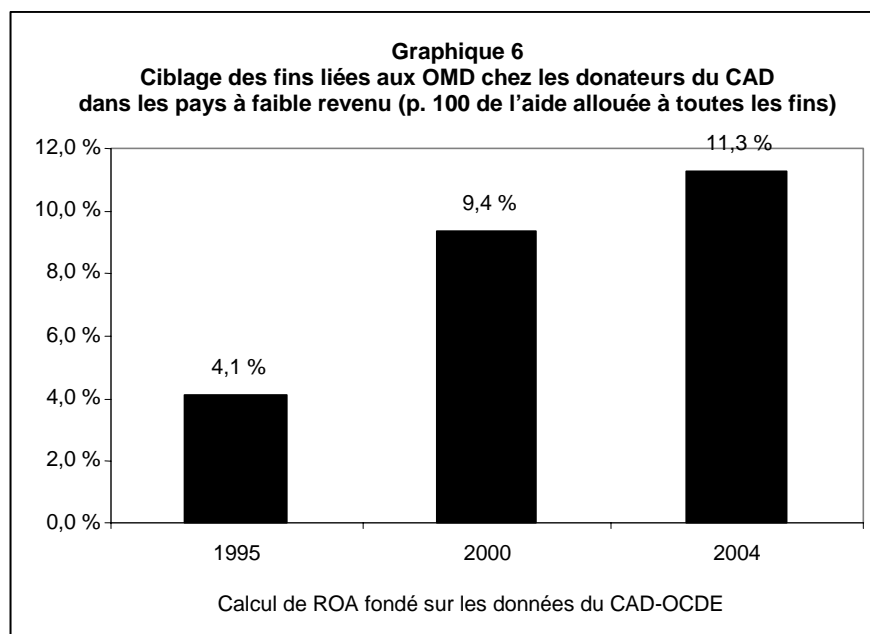
Une bonne part de l'aide des donateurs à l'Afrique demeure hautement conditionnelle à l'acceptation par les gouvernements africains des orientations imposées par les donateurs et modalités préconisées bien qu'elles nuisent aux responsabilités de ces gouvernements à l'égard de leurs citoyens. La Commission pour l'Afrique, lancée par le R.-U., a souligné que l'aide à l'Afrique « s'accompagne[nt] de nombreuses conditions complexes qui sont souvent d'une valeur douteuse » qui se sont accrues dans la foulée des CSLP approuvés par le FMI et la Banque mondiale²¹. De nombreux signes montrent combien les conditionnalités affaiblissent l'efficacité de l'aide étrangère. Tel qu'il est mentionné dans le *Bilan de l'aide 2002*, « la conditionnalité va à l'encontre des objectifs de la coopération internationale parce qu'elle accroît l'inégalité dans la relation d'aide. Elle va souvent à l'encontre des objectifs de développement du pays bénéficiaire, et encourage le manque de responsabilité, la gouvernance non démocratique et même la corruption²² ».

De nombreux militants considéraient comme un signe positif le langage ferme utilisé dans le communiqué du Sommet du G8 à Gleneagles sur la possibilité pour les pays en développement « de décider, planifier et organiser leurs politiques économiques²³ ». Bien que cette amélioration soit la bienvenue, les OSC qui font campagne en faveur d'une aide étrangère plus efficace doivent demeurer vigilantes puisque les donateurs n'ont, en fait, pas tenu compte de la conditionnalité dans la Déclaration de Paris adoptée seulement quelques mois plus tôt.

Quelle quantité d'aide pour les OMD ?

Malgré les appels généralisés insistant sur le besoin de rendre disponibles des ressources suffisantes pour les OMD, il n'existe aucune mesure officielle globale du degré de priorité qu'accordent les donateurs à leurs affectations d'aide à l'égard des OMD.

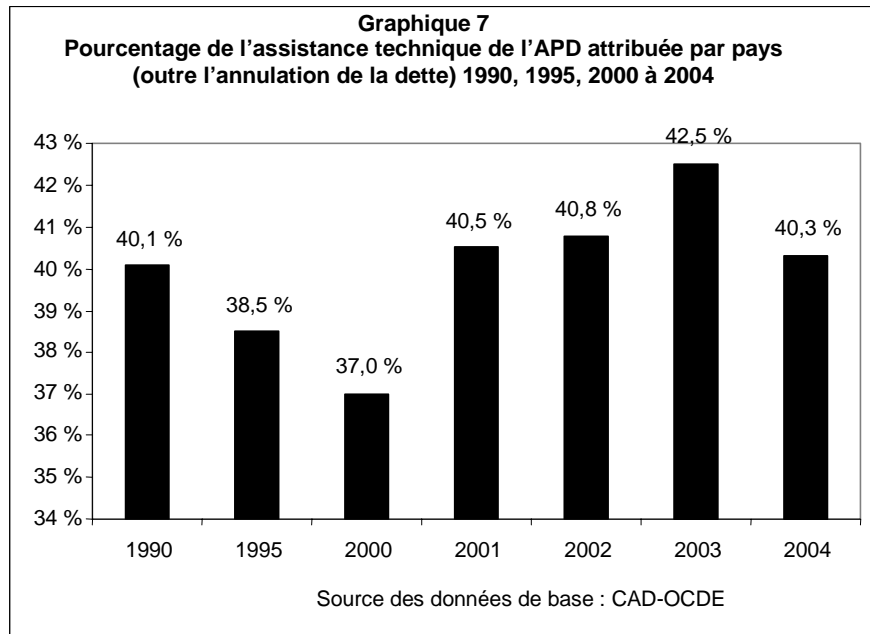
Reality of Aid a tiré un indicateur des statistiques du CAD, qui est fondé sur les rapports (incomplets) des donateurs quant à l'utilisation de leur aide. Cet indicateur, le ciblage des fins choisies relativement aux OMD dans les pays à faible revenu^{xvii}, indique qu'il y a eu une amélioration considérable au cours des 10 dernières années et des augmentations modestes de l'APD « liée aux OMD » depuis 2000. En 1995, seulement 4,1 p. 100 de l'aide du CAD à l'égard des pays à faible revenu ciblait les indicateurs choisis pour les OMD. En 2000, ce pourcentage s'élevait à 9,4 p. 100, et en 2004, le pourcentage ciblant ces secteurs atteignait 11,3 p. 100. Cette modeste croissance plus récente du ciblage n'est pas surprenante étant donné les indications antérieures voulant qu'une infinie partie des augmentations de l'aide depuis 2000 ait été disponible pour accroître les programmes des donateurs liés aux OMD (voir le **Graphique 6**).



Assistance technique

Reality of Aid a considéré les niveaux de l'assistance technique offerte par les donateurs comme un indicateur de la mesure dans laquelle les pays en développement partenaires prennent en charge et dirigent l'aide (notre étude ne traitait pas de l'aide multilatérale, qui comporte aussi un volet d'assistance technique). Alors que dans les années 1990 la partie assistance technique de l'aide attribuée par pays était en déclin depuis 2000, elle est revenue à son sommet de 1990, soit plus de 40 p. 100 du total de l'APD des pays du CAD attribuée par pays par pays par le CAD (voir le **Graphique 7**).

^{xvii} Pour ce calcul, Reality of Aid a utilisé les codes objets du CAD relatifs à l'éducation de base et primaire, aux soins de santé primaires, à l'alimentation de base, aux MTS et au VIH-sida, et à l'eau potable et aux égouts, pour les années 1995, 1998, 2000, 2002 et 2004. L'aide totale à ces fins dans les pays à faible revenu (où l'on présume que le besoin de réaliser les OMD est le plus grand) est ensuite comparée au total réel de l'aide pour cette année, pour tous les pays du CAD, que les donateurs ont rapportée pour cette fin. Veuillez noter qu'en raison de rapports incomplets, ces pourcentages ne sont pas des pourcentages de l'aide totale du CAD pour une année donnée. C'est la tendance générale des pourcentages annuels des fins liées à la pauvreté qui est pertinente et non le pourcentage absolu.



Une étude réalisée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) souligne qu'à la fin des années 1990, quatre importants donateurs bilatéraux représentaient les deux tiers de la coopération technique, le Japon et les États-Unis consacrant entre 40 p. 100 et 50 p. 100 de leur APD à l'assistance technique²⁴.

Le président du CAD, Richard Manning, dans un récent rapport sur l'assistance technique et le renforcement des capacités, faisait valoir que :

« Assistance technique et renforcement des capacités ne sont en aucune façon des synonymes ... Trop souvent, on a concentré les efforts sur le perfectionnement des compétences des personnes sans porter attention à l'amélioration du rendement des organisations au sein desquelles elles travaillent, et encore moins au contexte institutionnel plus large où évoluent ces mêmes organisations. Cela peut susciter de la frustration chez les personnes qualifiées et avoir un impact minimal sur les organisations^{xviii}. »

Jusqu'à maintenant, l'assistance technique ne figure pas dans les rapports des donateurs sur leurs niveaux d'aide liée. Une bonne partie de l'assistance technique sert à payer à grands frais des consultants des pays donateurs, dont les mandats ou les conditions d'affectation sont peu discutés avec les pays en développement partenaires, si tant est qu'ils le sont. Ces consultants font en sorte que les politiques et les approches des donateurs soient totalement intégrées dans les stratégies des pays en développement, y compris nombreux CSLP qui sont censés de guider les donateurs au sujet des priorités déterminées par les pays en développement.

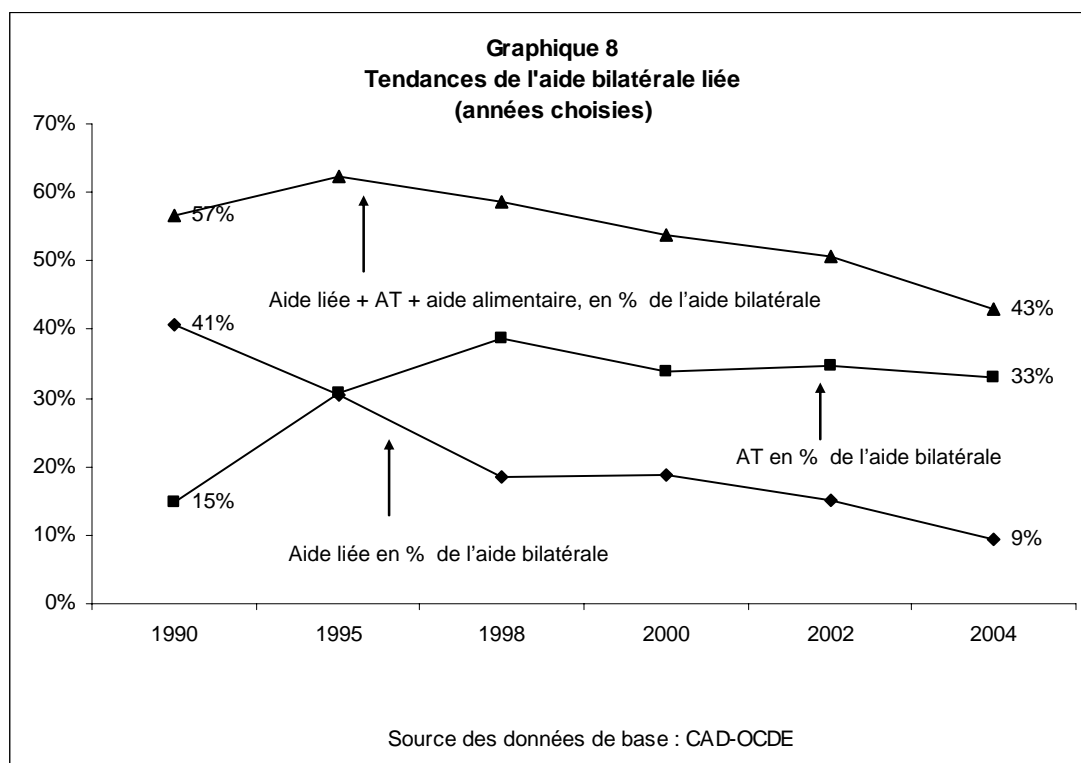
^{xviii} Development Cooperation Report 2005, « Overview by the DAC Chairperson », CAD-OCDE, février 2006, http://www.oecd.org/document/35/0,2340,en_2649_33721_36052835_1_1_1_1,00.html (disponible en anglais seulement).

L'aide liée en déclin ?

Selon les plus récents chiffres du CAD, les donateurs ont considérablement amélioré l'aspect lié de leur aide bilatérale. Dans l'ensemble, l'aide liée a diminué, passant de 41 p. 100, en 1990, à 19 p. 100, en 2000, et à un creux de 9 p. 100, en 2004. Ce progrès dans le déliement de l'aide bilatérale est dû en partie au recours accru par les donateurs à des mécanismes de soutien budgétaire au cours des dernières années (qui sont liés à un éventail de conditionnalités en matière de politiques, mais pas à l'achat de produits et services dans le pays donateur). Mais le consentement du CAD à délier complètement l'aide pour les pays les moins développés ainsi que l'engagement du R.-U. et de plusieurs autres pays donateurs à délier 100 p. 100 de leur aide bilatérale ont été plus importants encore.

Néanmoins, il faut encore satisfaire à d'importantes conditions pour que cette progression se poursuivre. En premier lieu, quatre pays continuent de ne pas rapporter l'état lié de leur aide – la Finlande, l'Italie, le Luxembourg et les États-Unis. L'aide bilatérale de ces pays représentait presque le tiers de toute l'aide bilatérale en 2004. L'indice d'engagement à l'égard du développement (Commitment to Development Index) de 2005 du Centre for Global Development situe l'aide liée des É.-U. à 72 p. 100, un chiffre qui ferait augmenter considérablement la moyenne générale de l'aide liée du CAD. Des niveaux élevés d'aide liée sont toujours rapporté par l'Autriche, le Canada, l'Espagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Grèce²⁵.

De plus, ce n'est pas la totalité de l'aide bilatérale qui est prise en compte dans les rapports des membres du CAD sur l'aide liée. En vertu des règlements du CAD, le calcul ne comprend ni l'assistance technique ni l'aide alimentaire. Au cours des dernières années, l'assistance technique a constitué au moins le tiers de l'assistance bilatérale des pays qui font état de leur rendement en matière d'aide liée (voir le **Graphique 8**).



Se fondant sur des études montrant que l'assistance technique est hautement liée aux fournisseurs des pays donateurs, Reality of Aid présume qu'au moins 80 p. 100 de l'aide technique est liée. Si l'on inclut l'assistance technique et l'aide alimentaire dans la mesure de l'aide bilatérale liée, la chute de l'aide liée n'est réellement pas aussi importante que ne l'ont d'abord laissé croire les chiffres du CAD. Selon cette hypothèse, l'aide liée a diminué, mais seulement de 35 p. 100 par rapport au sommet de 56,2 p. 100 atteint en 1995, pour se situer à 36,5 p. 100 en 2004. De plus, le CAD estime que le fait de lier l'aide accroît de 15 à 30 p. 100 en moyenne les coûts des produits et des services nécessaires aux projets²⁶.

Une estimation distincte citée dans le Rapport mondial sur le développement humain 2005 montre que « l'aide liée réduisait la valeur de l'aide de 11 p. 100 à 30 p. 100, et que l'aide alimentaire liée coûtait en moyenne 40 p. 100 de plus que les transactions sur le marché libre ». En outre, d'après le rapport les pertes générales réelles des pays en développement dues à l'aide liée allaient de 5 à 7 milliards de dollars. Les pays à faible revenu perdent collectivement entre 2,6 et 4 milliards de dollars; l'Afrique subsaharienne, entre 1,6 et 2,3 milliards; et les pays les moins avancés, entre 1,5 et 2,3 milliards²⁷.

La gestion de l'aide par les pays en développement partenaires

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement de mars 2005 affirme que l'appropriation par les pays en développement des stratégies de développement soutenues par l'aide des donateurs est un principe déterminant qui guide les pratiques des donateurs. Les donateurs se sont engagés à « respecter le rôle prédominant des pays partenaires et à seconder leurs efforts en vue de renforcer leur capacité à exercer ce rôle. » En 2004, les donateurs ont fourni 54,4 milliards de dollars en aide bilatérale, ce qui devrait constituer une contribution de taille aux capacités de ces pays à concrétiser leurs objectifs prioritaires en matière de développement. Malheureusement, le gros de cette aide bilatérale ne quitte jamais le pays donateur ou son organisme de développement, et n'est pas disponible pour la programmation à long terme du développement *sous la maîtrise des pays en développement partenaires*.

Le **Tableau 4** évalue l'aide bilatérale pour 2004 et 2000 pour dégager les tendances des éléments qui ont peu ou rien à voir avec les capacités des pays en développement de mettre en œuvre leurs propres stratégies. Un élément important de cette aide prend la forme de l'assistance technique qui, tel que mentionné ci-dessus, demeure essentiellement liée aux consultants des pays donateurs. Les consultants sont embauchés en vertu d'un contrat par l'agence du donateur et ils sont responsables de leur travail devant cette agence, sans égard aux paramètres d'un service-conseil en particulier. Le résultat, c'est qu'en 2004, un peu moins du tiers de l'aide bilatérale, soit seulement 32 p. 100, a été accessible à leurs homologues des pays en développement afin qu'ils puissent l'affecter à la satisfaction de leurs propres besoins de développement. De plus, cette part de l'aide bilatérale avait chuté puisqu'elle atteignait 39 p. 100 en 2000. Malgré le discours que tiennent depuis longtemps les donateurs sur l'importance centrale de la « prise en charge locale », les pays en développement partenaires avaient en 2004 la « maîtrise » de presque 20 p. 100 de moins de la proportion de l'aide bilatérale.

Tableau 4 APD bilatérale nette disponible, dont les pays en développement partenaires ont la « maîtrise locale » (en millions de dollars)		
Indicateur	2004	2000
Aide bilatérale totale	54,4	36,1
Moins		
Coopération technique	16,9	12,1
Réfugiés dans les pays donateurs	2,1	1,4
Coûts répartis pour les étudiants	1,9	0,7
Annulation de dette (1)	6,6	1,9
Coût de l'aide liée (@ 15 p. 100)	0,5	0,7
Secours d'urgence	5,1	2,2
Frais d'administration	4	3,1
APD bilatérale nette disponible pour les pays en développement		
et dont ils ont la maîtrise locale	17,3	14,0
Pourcentage du total de l'aide bilatérale	32 %	39 %
Moins les bénéfices de l'annulation du service de la dette, à 7,3 %		

Source : Données statistiques en ligne sur le développement international du CAD (consultées en janvier 2006)

La guerre contre le terrorisme demeure la priorité

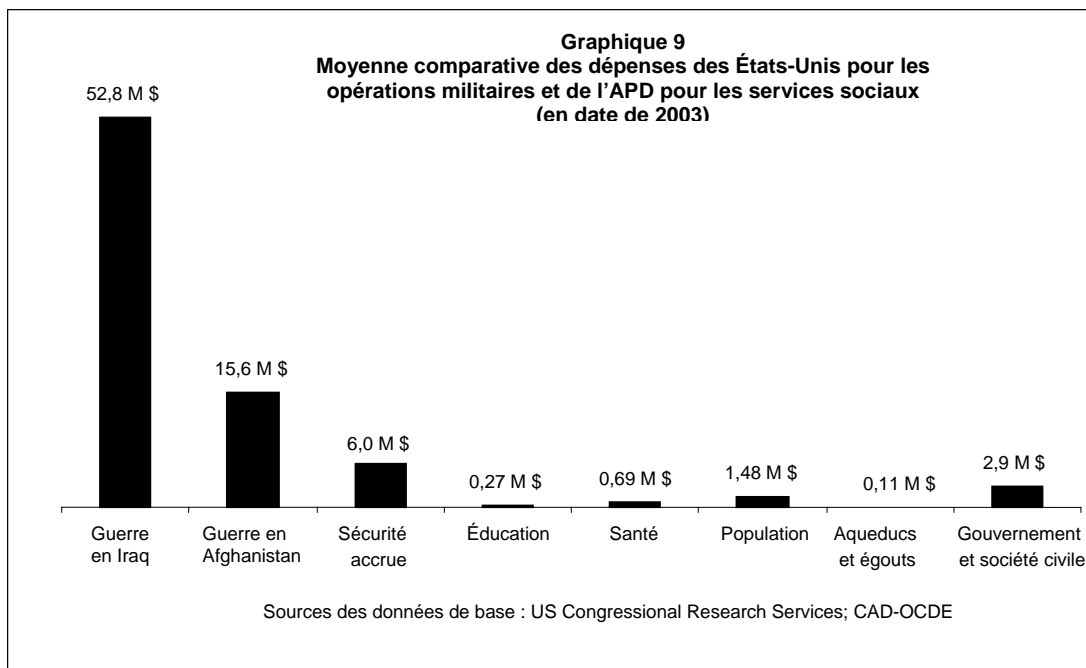
Alors que les donateurs engagent à contrecœur de nouvelles ressources d'APD pour financer les OMD, des fonds sont facilement disponibles pour financer l'armée et renforcer la sécurité afin de contrer le terrorisme. Les États-Unis sont les plus réfractaires parmi les donateurs à prendre des engagements concrets pour l'avenir dans le cadre de la lutte mondiale contre la pauvreté, même s'ils continuent de dépenser des dizaines de milliards de dollars pour financer leurs opérations militaires en Iraq, en Afghanistan et dans d'autres régions.

Le représentant des États-Unis au Sommet des Nations unies de 2005, par exemple, a fait des pressions à plusieurs reprises pour retirer du programme d'action « chacune des 35 références aux propres OMD », y compris la cible des Nations unies de 0,7 p. 100 du ratio APD-RNB et d'autres « obligations concrètes pour la mise en œuvre d'engagements »²⁸.

Les simulations du secrétariat du CAD montrent que le rendement de l'APD des É.-U. ne dépassera pas son niveau actuel de 0,18 p. 100 du RNB du pays entre 2006 et 2010. Pour respecter l'engagement du Sommet du G8 et celui d'autres donateurs à l'égard de l'Afrique, il faudra qu'une large part du fardeau soit portée par les donateurs de l'Union européenne, qui ont promis d'accroître l'APD en la faisant passer de son niveau de 2004, soit 0,35 p. 100 du RNB, à une moyenne collective prévue de 0,56 p. 100 en 2010.

Entre temps, les budgets militaires et de la sécurité et de la lutte au terrorisme des É.-U. se sont accrus considérablement. Selon les plus récentes données comparatives disponibles pour 2003, les É.-U. dépensent 76 fois plus pour leur guerre en Iraq que pour toute leur APD affectée à la santé, 196 fois plus que pour celle affectée à l'éducation, et 480 fois plus que pour celle affectée à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, tous des secteurs essentiels pour réaliser les OMD^{xix} (voir le **Graphique 9**).

^{xix} Données sur les dépenses militaires des États-Unis selon le rapport *The Cost of Iraq, Afghanistan, and Enhanced Base Security since 9/11*, par le US Congressional Research Service, publié le 7 octobre 2005.



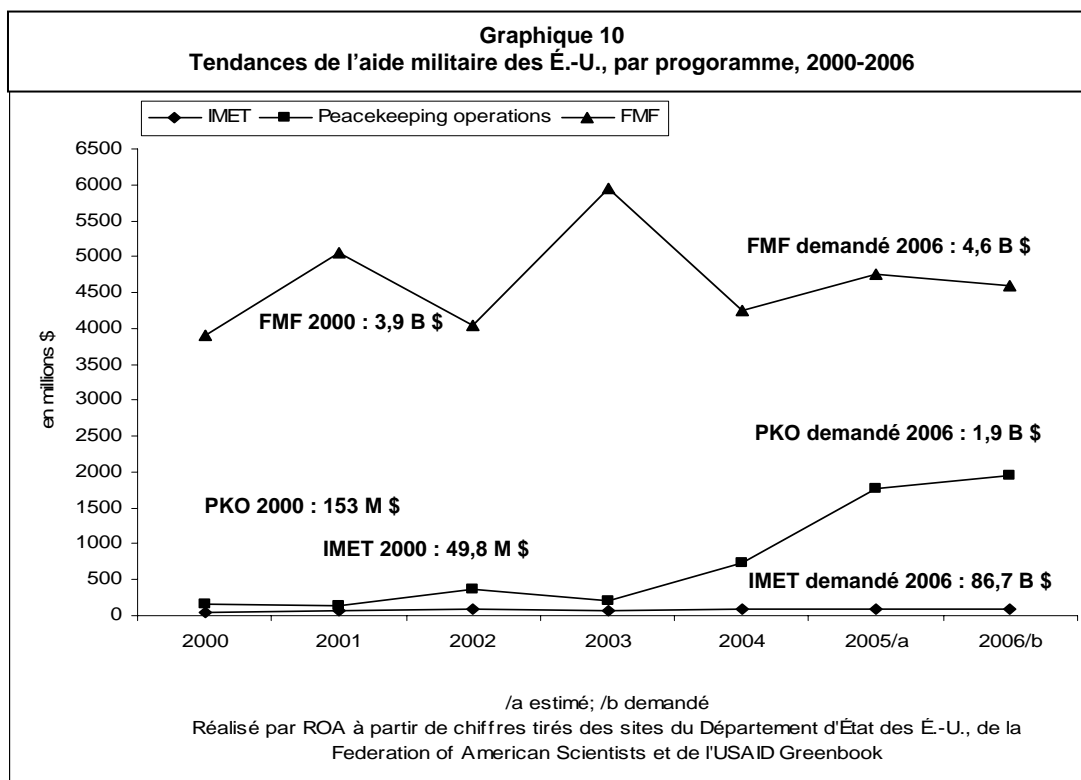
Bien que le budget militaire des É.-U. dépasse largement ceux de tous les autres pays industrialisés, ces pays affectent tout de même des ressources considérables à leurs armées. En 2004, les dépenses militaires mondiales excédaient pour la première fois 1 billion de dollars. Les budgets militaires combinés des donateurs du CAD dépassent de beaucoup, de plusieurs centaines de fois, les investissements visant en priorité les OMD pour réduire la pauvreté dans le monde.

Les dépenses guerrières et militaires continuent d'éclipser les dépenses des donateurs au titre de l'aide au développement. Par exemple, en 2004 l'APD des É.-U. représentait tout juste 4 p. 100 de ce que le pays avait dépensé pour son armée au cours de la même année, et l'APD du R.-U. ne représentait que 17 p. 100 de ses dépenses militaires. L'affectation budgétaire des É.-U. pour la guerre en Iraq seulement s'élève à 212 milliards de dollars. L'opération « Enduring Freedom » en Afghanistan a coûté bien plus que 100 milliards de dollars jusqu'à maintenant. Au R.-U., le chancelier de l'Échiquier évalue le coût total des opérations du R.-U. en Afghanistan et en Iraq à 4,4 milliards de livres sterling, s'ajouta au budget annuel du DFID des dernières années²⁹.

Le budget d'aide des É.-U., à l'instar de celui de plusieurs autres donateurs tels que l'Australie et le Danemark, prévoit des ressources croissantes pour contrer le terrorisme. Nos collègues des OSC états-uniennes soulignent dans leur chapitre qu'« en 2005, USAID a investi 887,5 millions de dollars, ou 7,2 p. 100 de son budget, dans la lutte au terrorisme », ce qui constitue « une augmentation représentant presque sept fois le montant alloué en 2004 ». Outre l'utilisation de l'APD des É.-U., « une étude réalisée en 2002-2003 portant sur 47 pays à faible revenu dont le rendement est médiocre, a révélé que les pays qui étaient considérés comme d'importants alliés des É.-U. dans la « guerre contre le terrorisme » avaient reçu de ce pays 90 p. 100 de l'aide militaire et policière entre 2000 et 2004 ».

L'aide militaire à l'étranger est aussi en pleine croissance. En 2005, par exemple, le département d'État des États-Unis a accepté de reprendre ses programmes International Military Education and Training (IMET) et Foreign Military Financing (FMF) en Indonésie³⁰.

Dans l'ensemble, les principaux programmes d'assistance militaire des É.-U. ont connu des hausses considérables depuis 2000. Selon le budget demandé par le Département d'État des États-Unis pour 2006, la croissance de la FMF (Fleet Marine Force) entre 2000 et 2006 est fixée à 17 p. 100; celle de l'IMET (International military education and training), à 74 p. 100; et celle des PKO (Peace Keeping Operations), à un gros 1,180 p. 100. Les PKO des É.-U. apportent un soutien volontaire à des activités internationales de maintien de la paix (contrairement la participation des É.-U. aux opérations de maintien de la paix déterminés par les Nations unies, dont le financement est puisé ailleurs)^{xx} (voir le **Graphique 10**).



La décision du Congrès des É.-U. de permettre au Pentagone de dépenser jusqu'à 200 millions de dollars de son propre budget pour aider des forces militaires étrangères est un autre fait préoccupant. Des spécialistes de la politique étrangère préviennent que cela pourrait mener à la croissance d'un effort d'assistance militaire séparé, qui ne serait pas sujet aux mêmes contraintes que les programmes d'aide à l'étranger ces derniers étant administrés par le Département d'État. De telles contraintes visent à garantir que les bénéficiaires de l'aide répondent à certaines normes, y compris le respect des droits de la personne et la protection des autorités civiles légitimes. Les rapports indiquent qu'il ne s'agit que du début de nouvelles « réformes » des politiques des É.-U. en matière d'aide, puisque le Pentagone et le Département d'État procèdent actuellement à une restructuration « plus ambitieuse » des règles relatives à l'assistance étrangère pour donner « plus de souplesse » aux É.-U.³¹.

^{xx} L'IMET, la FMF et les PKO sont trois des principaux programmes d'assistance militaire des États-Unis. La Federation of American Scientists (FAS, www.fas.org) a défini ces programmes comme suit : l'IMET est un programme de subvention créé par le Congrès des É.-U. en vertu de la *Arms Export Control Act of 1976*. Les subventions de l'IMET permettent au personnel militaire étranger de suivre des cours dans environ 150 écoles militaires états-uniennes. La FMF renvoie à des fonds alloués par le Congrès à des gouvernements étrangers au titre d'achat d'armes, de services et de formation états-uniens.

Comme l'illustrent les tendances mondiales, il faudra abattre encore beaucoup de travail pour faire en sorte que l'aide au développement contribue vraiment à réduire la pauvreté dans les pays les plus pauvres. Face aux problèmes de longue date relativement à la quantité et à la qualité de l'aide aux nouveaux défis, tels que le risque de voir détourner les ressources à des activités de réduction de la pauvreté en raison des préoccupations de sécurité soulevées par les événements du 11 septembre, ils pourraient compromettre sérieusement l'action mondiale de lutte contre la pauvreté, en fonction des OMD.

Bien que le rôle de l'APD ne soit qu'un des éléments de l'action mondiale de lutte contre la pauvreté et de la réalisation des OMD, si l'on considère l'importance des problèmes de structure, soit la nécessité du commerce équitable, de l'investissement réglementé et la démocratisation des institutions financières internationales, l'engagement des pays riches de fournir des ressources d'aide pour les pauvres peut jouer un rôle déterminant. En prenant les engagements actuels d'atteindre des cibles bien définies d'ici à 2015, les donateurs ont commencé à reconnaître leur obligation d'octroyer de nouvelles ressources. Toutefois, s'ils ne veillent pas à ce que la qualité de leur aide permette de répondre aux besoins des populations les plus pauvres, et non aux besoins et aux priorités des donateurs, la possibilité que cette aide à réduire la pauvreté dans le Sud sera gravement limitée.

Annexe Résumé des versements nets d'APD du CAD (1990-2004)						
Année	Montant (en millions \$)		Variation d'une année à l'autre			
	Actuel	Prix de 2003	En millions \$		En pourcentage	
			Actuel	Prix de 2003	Actuel	Prix de 2003
1990	54 263,85	64 919,97				
1991	58 301,30	67 334,98	4 037,45	2 415,01	7,44 %	3,72 %
1992	62 358,31	68 069,60	4 057,01	734,62	6,96 %	1,09 %
1993	56 147,85	62 708,35	-6 210,46	-5 361,25	-9,96 %	-7,88 %
1994	58 820,01	62 802,86	2 672,16	94,51	4,76 %	0,15 %
1995	58 779,71	56 599,08	-40,3	-6 203,78	-0,07 %	-9,88 %
1996	55 591,43	56 055,47	-3 188,28	-543,61	-5,42 %	-0,96 %
1997	48 464,56	52 451,00	-7 126,87	-3 604,47	-12,82 %	-6,43 %
1998	52 086,85	57 537,35	3 622,29	5 086,35	7,47 %	9,70 %
1999	53 233,23	57 836,80	1 146,38	299,45	2,20 %	0,52 %
2000	53 749,49	60 916,70	516,26	3079,9	0,97 %	5,33 %
2001	52 435,37	62 053,32	-1 314,12	1 136,62	-2,44 %	1,87 %
2002	58 291,98	66 218,66	5 856,61	4 165,34	11,17 %	6,71 %
2003	69 085,25	69 085,25	10 793,27	2 866,59	18,52 %	4,33 %
2004	79 511,83	73 152,03	10 426,58	4 066,78	15,09 %	5,89 %

Source : CAD-OCDE

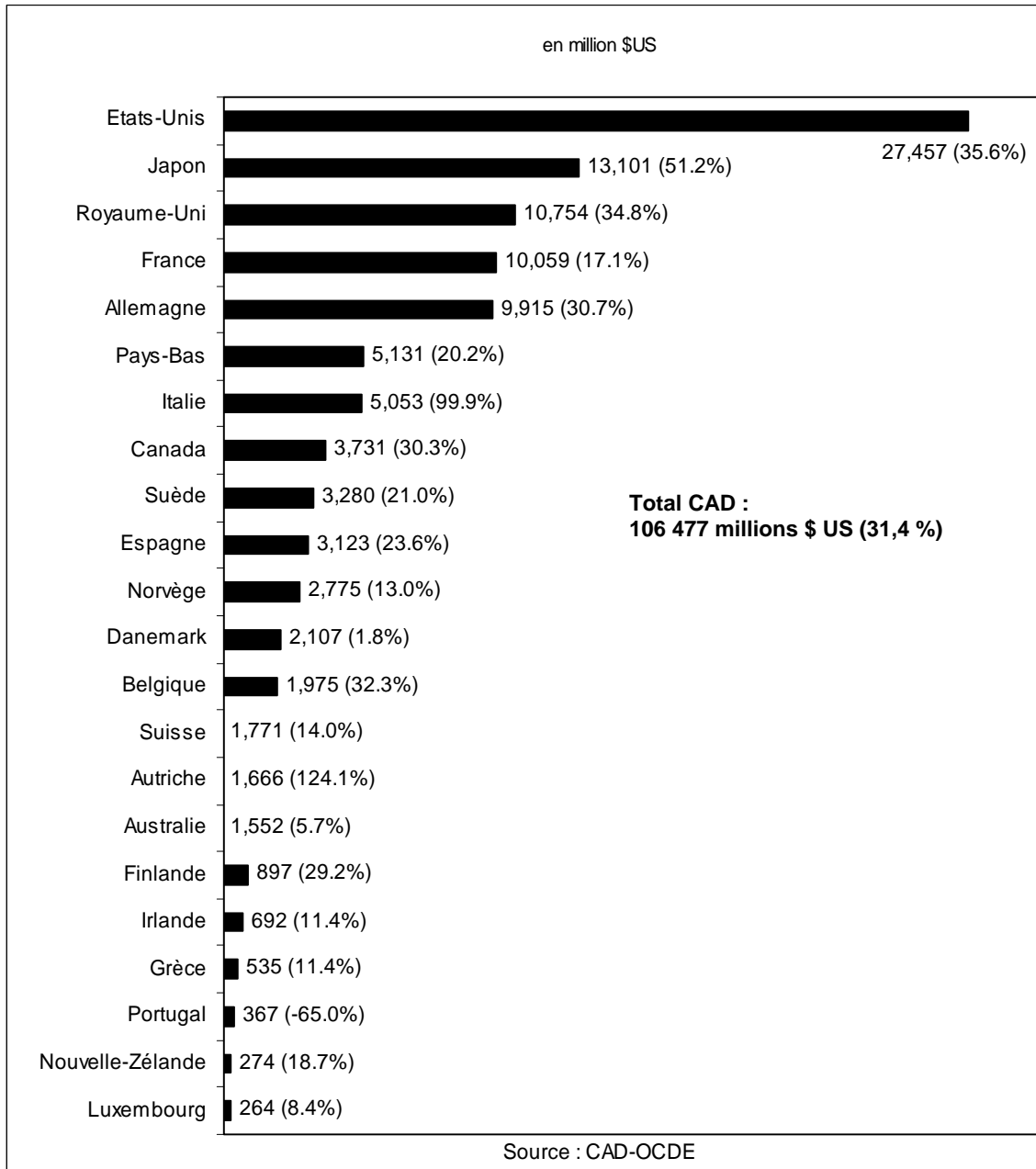
**AUGMENTATIONS ARTIFICIELLES :
L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE FAIT EN SORTE QUE
L'APD DÉPASSE LA BARRE DES 100 MILLIARDS DE DOLLARS US EN 2005**

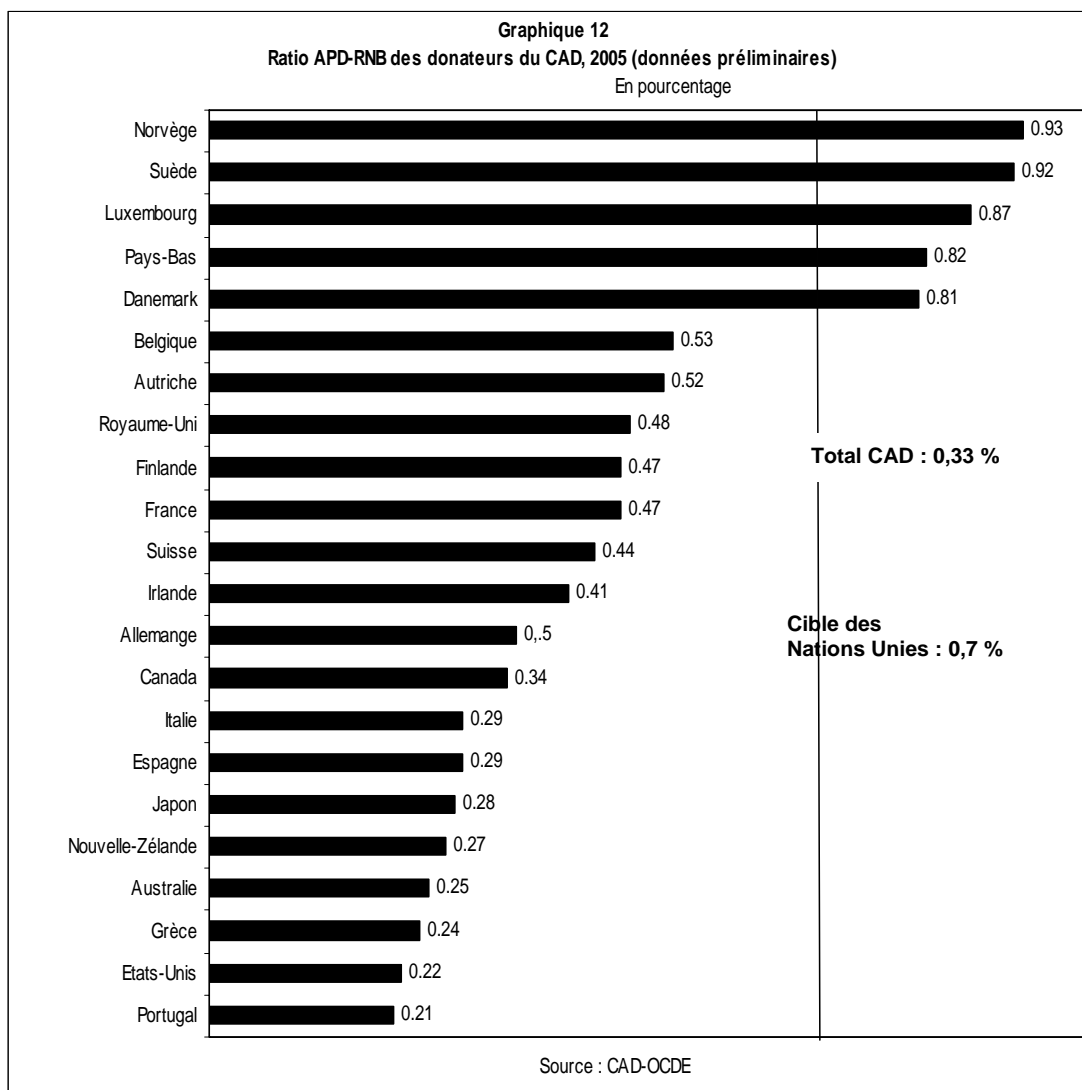
Au moment de mettre sous presse le Bilan de l'aide, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiait en date du 4 avril 2006, les chiffres préliminaires sur l'Aide publique au développement (APD) pour 2005. Cette section a été ajoutée pour actualiser les renseignements du chapitre sur les tendances mondiales de l'aide qui portent sur les montants d'APD et sur l'APD en tant que pourcentage du revenu national brut (RNB) des donateurs. Elle met aussi à jour les renseignements sur les subventions pour allègement de la dette contestées, étant donné que ces dernières ont contribué de façon considérable à l'augmentation générale de l'APD nette en 2005.

En raison d'une augmentation inhabituelle de 400 p. 100 des subventions pour allègement de la dette, l'APD des donateurs du CAD a atteint un total sans précédent de 106,5 milliards de dollars US en 2005. En dollars constants, ce montant est de 31,4 p. 100 plus élevé que son niveau de 2004. Il en résulte un taux de croissance de l'APD à deux chiffres, 18 des 22 donateurs du CAD, l'Autriche arrivant au premier rang (124,1 p. 100), suivie de l'Italie (99,9 p. 100), du Japon (51,2 p. 100), des États-Unis (35,6 p. 100) et du Royaume-Uni (34,8 p. 100), tandis que seul le Portugal a affiché une baisse (-65 p. 100) (voir le **Graphique 11**).

Malgré ces augmentations considérables, seuls le Danemark (0,81 p. 100), le Luxembourg (0,87 p. 100), la Norvège (0,93 p. 100), les Pays-Bas (0,82 p. 100) et la Suède (0,92 p. 100), comme les années précédentes, ont atteint la cible des Nations unies pour l'APD, soit 0,7 p. 100 du RNB. L'APD de l'ensemble des donateurs du CAD a représenté 0,33 p. 100 de leur RNB combiné en 2005 (voir le **Graphique 12**).

Graphique 11
Ratio APD-RNB des donateurs du CAD, 2005
(Données préliminaires)





De plus, l'écart entre la richesse des donateurs du CAD et ce qu'ils allouent à l'APD s'accroît à mesure que les principaux donateurs, les É.-U. en tête, continuent de dépenser des dizaines de milliards de dollars pour la guerre contre le terrorisme. De telles priorités indiquent que les ressources disponibles ne sont pas optimisées en faveur de l'action mondiale contre la pauvreté et de la réalisation des OMD.

Mais il y a pire : une forte proportion des augmentations de l'APD en 2005 peut être considérée comme des hausses théoriques, tel qu'il est mentionné dans le chapitre sur les tendances mondiales de l'aide. Les subventions au titre d'allègement des dettes en 2005 (principalement pour l'Iraq et le Nigeria) ont atteint 22,9 milliards de dollars US, ce qui représente 21,6 p. 100 de l'APD consentie par les donateurs du CAD. Le R.-U., qui affichait une augmentation impressionnante de 34,6 p. 100 de l'APD, aurait enregistré une baisse de 1,7 p. 100 si l'on ne tenait pas compte de ces subventions. Il en va de même pour l'Allemagne, qui aurait vu son APD chuter de 9,8 p. 100 plutôt que d'augmenter de 30,7 p. 100. Dans l'ensemble, l'APD nette versée par les donateurs du CAD aurait beaucoup moins augmenté, soit de 8,7 p. 100 au lieu de 31,4 p. 100, si l'aide n'avait pas été gonflée par la valeur apparente totale de l'annulation de la dette en 2005 (voir le **Tableau 5**). On s'attend que d'importantes annulations de dettes faussent les chiffres relatifs à l'aide en 2006 et peut-être en 2007. Puisqu'il s'agit d'augmentations ponctuelles, elles remettent sérieusement en question les engagements des principaux donateurs d'atteindre leurs cibles d'aide en 2010.

Tableau 5
Proportion des subventions pour allègement de la dette de l'APD nette
chez les donateurs du CAD, 2005

(Données préliminaires)

Donateurs	Montant en millions \$		Allègement de la dette en % de l'APD nette	Changement en % (2004-2005), sans les subventions pour allègement de la dette
	APD nette	Allègement de la dette		
Australie	1 552	9	0,6	6,1
Autriche	1 666	901	54,1	9,0
Belgique	1 975	471	23,8	17,2
Canada	3 731	455	12,2	17,8
Danemark	2 107	20	0,9	0,8
Finlande	897	150	16,7	11,6
France	10 059	3 199	31,8	0,0
Allemagne	9 915	3 573	36,0	-9,8
Grèce	535	--	--	11,4
Irlande	92	0	0,0	11,4
Italie	5 053	1 680	33,2	40,0
Japon	13 101	3 553	27,1	12,1
Luxembourg	264	--	--	8,4
Pays-Bas	5 131	410	8,0	16,6
Nouvelle-Zélande	274	--	--	18,7
Norvège	2 775	25	0,9	12,6
Portugal	367	3	0,8	-65,1
Espagne	3 123	498	15,9	13,7
Suède	3 280	53	1,6	20,3
Suisse	1 771	224	12,6	0,1
Royaume-Uni	10 754	3 699	34,4	-1,7
États-Unis	27 457	4073	14,8	16,2
Total CAD	106 477	22 995	21,6	8,7

Source: DAC-OCDE

Notes :

- ¹ Summary, September 6, 2005 statement of the Presidency in behalf of the European Union concerning the EU contribution to the global fund to fight HIV/AIDS, tuberculosis, and malaria replenishment conference, en ligne à <http://www.dfid.gov.uk/eupresidency2005/presidency-statement.pdf> (en anglais seulement).
- ² Déclaration de la présidence, Sommet de Gleneagles, le 8 juillet 2005, documents du Sommet, en ligne à <http://www.fco.gov.uk/Files/kfile/FR-declaration%20presidence%20-%20texte%20%20definitif.doc>
- ³ Richard Manning, président, CAD-OCDE, Déclaration devant le Comité du développement, Banque mondiale et FMI, le 25 septembre 2005, en ligne à <http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/20660020/DCS2005-0064-OECD-DAC.pdf> (en anglais seulement).
- ⁴ « Aid rising sharply, according to latest OECD figures », communiqué de l'OCDE, le 20 décembre 2005, télécharger à <http://www.oecd.org/dataoecd/0/40/35842553.pdf> (en anglais seulement).
- ⁵ « L'OCDE invite les pays donateurs à honorer leurs engagements en matière d'aide et à dépenser plus judicieusement », le 7 février 2006, en ligne à http://www.oecd.org/document/9/0,2340,fr_2649_34447_36069928_1_1_1_1,00.html
- ⁶ « Investir dans le développement », Plan du Millénaire des Nations unies, tableaux 8 et 10, p. 70-77, en ligne à <http://www.unmillenniumproject.org/reports/french.htm>
- ⁷ APD nette des membres du CAD, 1990 et 2004, et Simulation du Secrétariat du CAD-OCDE concernant les perspectives d'évolution de l'APD nette en 2006 et 2010.
- ⁸ Rapport mondial sur le développement humain 2005, *La coopération internationale à la croisée des chemins - L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*, publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Tous droits réservés 2005.
- ⁹ Calculs de Reality of Aid fondés sur de l'information tirée des données statistiques en ligne sur le développement international du CAD.
- ¹⁰ Rapport mondial sur le développement humain 2005, *op. cit.*
- ¹¹ Calculs de Reality of Aid fondés sur de l'information tirée des données statistiques en ligne sur le développement international du CAD.
- ¹² Calculs de Reality of Aid fondés sur de l'information tirée des données statistiques en ligne sur le développement international du CAD.
- ¹³ « Afghanistan reconstruction: Despite some progress, deteriorating security and other obstacles continue to threaten achievement of US goals », rapport aux comités du Congrès, United States Government Accountability Office, juillet 2005.
- ¹⁴ « A Year in Iraq: Restoring services », US Agency for International Development, mai 2004.
- ¹⁵ Calculs de Reality of Aid fondés sur de l'information tirée des données statistiques en ligne sur le développement international du CAD.
- ¹⁶ CAD, Coopération pour le développement, Rapport 2005, tableau 14.
- ¹⁷ « Report by French NGO Coordination Sud reveals only 44.4% of French ODA is 'real' aid », EURODAD, le 17 novembre 2005, en ligne à <http://www.eurodad.org/articles/default.aspx?id=664>.
- ¹⁸ « Nigeria debt deal up close », EURODAD, le 20 décembre 2005, en ligne à <http://www.eurodad.org/articles/default.aspx?id=672>.
- ¹⁹ « Nations pledge aid after tsunami disaster », Reuters, 24 juin 2005.
- ²⁰ « Pledges top goal set for quake aid », par Somini Sengupta et David Rohde, *The New York Times*, le 21 novembre 2005.

-
- ²¹ « Notre intérêt commun », Rapport de la Commission pour l'Afrique, p. 346 à 348, en ligne à <http://www.commissionforafrica.org/index.html>.
- ²² « Post-crash flows fail to ease the human toll », par Antonio Tujan Jr, IBON, The Reality of Aid 2002, An independent review of poverty reduction and development assistance, Focus on conditionality and ownership, The Reality of Aid Management Committee, Copyright 2002.
- ²³ « Gleneagles: What really happened at the G8 Summit? », note d'information d'Oxfam, Oxfam International, le 29 juillet 2005.
- ²⁴ « Developing capacity through technical cooperation: Country experiences », par Stephen Browne, Earthscan/UNDP, 2002, en ligne à <http://www.capacity.undp.org/index.cfm?module=Library&page=Document&DocumentID=5016>.
- ²⁵ 2005 commitment to development index, Centre for Global Development, en ligne à http://www.cgdev.org/section/initiatives/active/cdi/country/united_states/.
- ²⁶ « Faire reculer la pauvreté : Le rôle de l'OCDE dans le partenariat pour le développement », CAD OCDE, Paris : OCDE, 2005, en ligne à <http://www.oecd.org/dataoecd/31/4/34839888.pdf>
- ²⁷ Rapport Mondial sur le Développement Humain 2005, La coopération internationale à la croisée des chemins - L'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Tous droits réservés 2005.
- ²⁸ « US proposals on summit document an onslaught against UN », par Phyllis Bennis, South-North Development Monitor, n° 5886, le 2 septembre 2005.
- ²⁹ « The shifting politics of foreign aid » (p. 9), par Scott Wallston Woods et Katrina Kosec; « The Economic Costs of the War in Iraq », AEI Brookings Joint Centre, document de travail 05-19, septembre 2005, en ligne à <http://aei-brookings.org/publications/abstract.php?pid=988>.
- ³⁰ « US to resume select military assistance to Indonesia », US International Information Programs, le 22 novembre 2005.
- ³¹ « Pentagon can now fund foreign militaries », par Bradley Graham, *Washington Post*, le 29 janvier 2006.